

**Lisette Banza Mbombo
&
Christian Hemedi Bayolo**

Violences sexuelles contre les femmes, crimes sans châtiment



Collete Braeckman.

2001 - 2004.

Editions Concordia

Mars 2004

**Lisette Banza Mbombo
&
Christian Hemedi Bayolo**

Conflits armés en R.D. Congo
Violences sexuelles contre les
femmes,
crimes sans châiment
2001 - 2004.

**Editions Concordia
Mars 2004**

DEDICACE

A toutes les femmes d'aujourd'hui sacrifiées sur
l'autel de la bêtise humaine;

A toutes les filles pour que demain elles vivent dans un Congo
sans violence.

Cette publication a été financée par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique.



ARC & DSV, March MMIV. Kinshasa - DRC

Cette publication n'est pas à vendre.

Elle est aussi disponible en anglais.

Toute citation du présent document est permise à condition
que l'origine soit mentionnée et qu'un exemplaire de la
publication où elle apparaît soit fourni aux auteurs.
Dépôt légal AM 3.0430-57048

R

R

R

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACPD	: Centre Africain pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'homme.
ALC	: Armée de Libération du Congo.
APC	: Armée Populaire du Congo.
ARC	: Association pour la Renaissance au Congo.
CDH	: Comité de Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire.
CENADEP	: Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire.
CEPLANUT	: Centre de Planification pour la Nutrition.
COJESKI	: Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo-Kinshasa.
CPI	: Cour Pénale Internationale.
DIC	: Dialogue Intercongolais
DSV	: Dignité des Sans Voix
FAC	: Forces Armées Congolaises.
HCR	: Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.
ICCN	: Institut Congolais de Conservation de la Nature.
IRC	: Comité International de Secours.
JNV	: Journées Nationales de Vaccination.
KMC	: Société Minière de Kababakola.
MLC	: Mouvement pour la Libération du Congo.
MONUC	: Mission des Nations Unies pour le Congo.
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles.
OCHA	: Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires.
OIT	: Organisation Internationale du Travail.
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé.
ONG	: Organisation Non Gouvernementale.
PAM	: Programme Alimentaire Mondial.
PIR	: Police d'Intervention Rapide.
RCD-ML-K	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani.
RDC	: République Démocratique du Congo.
RTNC	: Radio Télévision Nationale Congolaise.
SADEC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Australe
SNEL	: Société Nationale d'Electricité
SOCEBO	: Société d'Exploitation et de Commercialisation de Bois
SOMIGEL	: Société Minière des Grands Lacs
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPC	: Union des Patriotes Congolais
UPDF	: Forces de Défense du Peuple Ougandais
WWF	: Fonds Mondial pour la Nature
YMCA	: Association des Jeunes Femmes Chrétiennes
ZESA	: Société Nationale d'Electricité du Zimbabwe

RESUME

1. Le présent ouvrage n'a pas la prétention de relever toutes les violences faites aux femmes pendant les conflits armés qui ont ensanglanté la RDC au cours des dernières années.

2. Il se veut plutôt un outil de pédagogie de lutte contre l'impunité des crimes des violences sexistes commis contre les femmes et s'intéresse plus particulièrement aux instruments juridiques nationaux et internationaux protégeant les femmes et les jeunes filles lors des conflits armés ainsi qu'aux mécanismes de répression de leur violation.

3. Il s'articule ainsi autour des questions ci-après :

- Le contexte général marqué par des violations massives des droits de l'homme en dépit de la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale. Human Right Watch dit :

Sur le papier, le pays se trouve sur le chemin de la paix mais dans la pratique, c'est loin d'être le cas. Dans bon nombre de régions à l'est de la RDC, telles que l'Ituri, le Sud Kivu et de Nord Katanga, les combats se poursuivent et s'accompagnent de violations massives des droits de l'homme, notamment des massacres ethniques, des violences sexuelles et le recrutement des enfants soldats. Les atteintes systématiques aux droits humains de la population civile ont été répandues tout au long des cinq années de guerre et elles se poursuivent pratiquement en toute impunité »⁽¹⁾.

- Les conséquences sur les plans humain et humanitaire, économique et écologique ayant réduit les populations à une extrême pauvreté.

Pour le Procureur de la Cour Pénale Internationale, Mr. Moreno Ocampo, il existe des liens entre les atrocités commises en RDC et les activités de compagnies africaines, européennes et moyen orientales qui exploitent illégalement des ressources, se livrent au trafic d'armes et utilisent pour cela le système bancaire international.

La situation de la femme caractérisée par des violences multiformes :

1° L'abandon des familles par des militaires étrangers lors de leur rapatriement à la suite des accords de Pretoria et de Luanda, et ce; en dépit de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui préconise que les parties à un conflit armé puissent tenir compte des besoins particuliers des femmes et des jeunes filles lors de la négociation et de la mise en oeuvre d'accord de paix (point 8, a);

2° Des massacres et des assassinats des femmes dictés pour certains par des raisons d'appartenance raciale, ethnique ou tribale;

3° Des actes de cannibalisme contre les femmes dont certaines

parties de la chair sont les plus « *prisées* » par des éléments armés anthropophages;

4° Des violences sexuels en particulier les viols, l'esclavage sexuel, les grossesses forcées, les mutilations génitales... Dans certains cas, ces violences sexuelles sont exercées en vue de transmettre le VIH/sida aux femmes et aux jeunes filles.

Les conséquences de ces violences sexuelles sur les femmes marquent de façon indélébile la vie de leur victime notamment sur le plan social et émotionnel, psychosomatique et physique, psychologique et comportemental, psychique, sexuel et médical...

4. Il est apparu ainsi nécessaire d'analyser le régime répressif de ces crimes graves aux Conventions de Genève en vue de « *dissuader, punir et démanteler* » des systèmes qui utilisent les violences sexuelles comme armes de guerre.

5. La responsabilité pénale étant individuelle, la transformation des parties belligérantes (gouvernement, mouvements rebelles, groupes armés...) en partis politiques à la faveur de l'accord global et inclusif demeure inopérante quant aux poursuites à engager contre certains de leurs membres auteurs présumés des crimes internationaux.

6. L'ouvrage, tout en examinant le régime répressif, jette un regard critique sur des mécanismes mis en place pour apaiser l'environnement politique pendant la transition et qui, si on n'y prend garde, risquent de conforter le climat d'impunité qui entoure les crimes sexuels. Il s'agit de l'amnistie générale et de la commission vérité et réconciliation.

7. Pour conclure, nous faisons des recommandations :

1 ° Au gouvernement d'union nationale pour qu'il entreprenne des réformes légales et institutionnelles susceptibles de lui permettre d'engager efficacement des poursuites contre les auteurs des crimes de violences sexuelles et autres. En effet, au terme du point 11 de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les Etats ont l'obligation de mettre fin à l'impunité et de poursuivre en justice ceux qui sont accusés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris toutes les formes de violence sexiste et autres contre les femmes et les petites filles;

2° Au Conseil de Sécurité et à la Commission des Nations Unies aux droits de l'homme pour qu'ils mettent en place des mécanismes internationaux d'enquêtes et de poursuites des auteurs de ces crimes internationaux, et ce; en application de toutes les résolutions prises par les deux institutions dans le cadre de la lutte contre l'impunité des crimes internationaux commis par les belligérants dans les conflits armés en RDC ;

3° A la société civile de documenter les cas des violences sexistes et d'apporter une assistance juridique aux victimes de ces crimes.

8. Dans tous les cas, face à la réticence de la communauté internationale et de certains experts ⁽²⁾ de poursuivre immédiatement les criminels pour, estiment-ils, ne pas compromettre le processus de paix en cours en RDC, il importe d'imaginer des stratégies pour concilier le besoin de justice des victimes et les nécessités de sauvegarder le processus de paix en cours.

9. Nous pensons que la Justice réparatrice est à même de relever ce défi de la justice et de la paix en RDC.

10. En appendice, en plus d'un formulaire destiné aux enquêteurs sur les violations des droits des femmes, des photos de certains types de violences subies par les femmes et les jeunes filles dans les conflits armés sont jointes pour besoin d'illustration.

1. CONTEXTE GENERAL ⁽³⁾.

11. A partir du 2 août 1998, nous avons assisté à l'invasion du territoire de la RDC par les troupes régulières des armées rwandaises, burundaises et ougandaises.

12. Les forces rwandaises s'allièrent à des insurgés congolais pour créer peu après à Goma le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD).

13. Plus tard, avec l'appui des troupes ougandaises, un autre mouvement vit le jour dans la province Orientale et installa ses quartiers dans la partie Nord du Pays. Il s'agit du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC). A la suite des jeux d'alliance- mésalliance et de schisme au sein du RCD, trois autres groupes rebelles (RCD-ML-K, RCD-National et l'UPC) d'importance moyenne virent le jour dans la partie Nord-Est du Pays ⁽⁴⁾.

14. Si les pays agresseurs invoquèrent les raisons sécuritaires, les insurgés congolais annoncèrent comme objectif le changement du régime politique dictatorial de Laurent Désiré Kabila par l'instauration de la « *démocratie* » grâce à une guerre de rectification.

15. Débutée à l'Est du pays, cette guerre sera transportée au Sud-Ouest à plus de 2000 km des frontières communes de la République Démocratique du Congo et de ces trois Etats agresseurs grâce à une opération aéroportée menée par l'Armée Patriotique Rwandaise à Kitona dans la province du Bas-Congo⁽⁵⁾.

16. Pour faire face à ces attaques étrangères, le Gouvernement congolais obtint l'appui de ses alliés de la SADEC en l'occurrence l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe, et, dans une moindre mesure du Tchad. Ce qui permit d'établir l'équilibre des forces en présence sur le théâtre des opérations alors en cours en RDC.

17. De 2001 à 2003, le pays a enregistré des avancées notables dans le processus de retour à la paix et de normalisation des relations avec les pays agresseurs.

18. A la faveur des accords de Pretoria entre le Rwanda et la RDC et de Luanda entre l'Ouganda et la RDC, les troupes étrangères se sont « retirées » du pays. Au 1er octobre 2002, la Mission d'Observation des Nations Unies au Congo (MONUC) a annoncé le retrait de 15.312 hommes de troupes étrangères en raison de 10.233 Rwandais, 2.287 Ougandais, 2.092 Zimbabwéens et 700 Burundais. Au 3 mars 2004, la MONUC annonçait le rapatriement de 9.326 ex-combattants (groupes armés) étrangers dont 5.940 Rwandais et dépendants, 501 Ougandais et 2.885 Burundais. Plus de 70% l'ont été dans le cadre des opérations « Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion » (DDRRR) menées par la MONUC ⁽⁶⁾.

19. Le processus des négociations politiques menées dans le cadre du Dialogue intercongolais a abouti à la signature le 2 avril 2003 de l'Acte final portant approbation des résolutions adoptées en vue de la restauration de la paix et de la souveraineté nationale de la RDC et à la mise en place d'un gouvernement de transition pour une période de 2 ans.

20. Le 3 avril 2003, le Président de la République procéda à la promulgation de la constitution de la transition suivie de la mise en place des Institutions politiques notamment le gouvernement inclusif comprenant toutes les composantes de la nation y compris les anciens groupes rebelles.

21. En dépit de ces progrès, le Pays reste marqué par des violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

22. La Rapporteuse Spéciale sur les droits de l'homme en RDC a même affirmé dans son rapport intérimaire du 24 octobre 2003 que : « *Ces violations dressent un tableau effrayant d'une des situations des droits de l'homme /es plus graves au monde* ».

S'agissant particulièrement de la femme, elle écrit ce qui suit : « *La violence contre /es femmes, en particulier la violence sexuelle...est devenue une pratique courante... Des femmes sont enlevées par des hommes armés, maintenues en détention et réduites en esclavage sexuel, violées, obligées d'accomplir des travaux domestiques et de se soumettre aux mariages forcés ...* »

Ainsi, avant d'examiner l'impact de ces conflits armés sur la femme de 2001 à 2003, il sied d'en relever les conséquences dans les autres domaines.

II. CONSEQUENCES DE LA GUERRE DE 1998⁽⁸⁾.

Les conséquences humaines, économiques et environnementales sont extrêmement catastrophiques.

11.1. Sur le plan humain et humanitaire.

23. *International Rescue Committee* (IRC) faisait état, en avril 2003, de 3,1 à 4,7 millions de personnes ayant perdu la vie depuis 1998 du fait de la guerre, de la famine et de la maladie ⁽⁹⁾. Il apparaît ainsi que cette guerre est la plus meurtrière au monde du point de vue des victimes civiles depuis la deuxième guerre mondiale.

24. Au 22 mars 2011, des ONG humanitaires dénombraient 2 millions de déplacés, 332.000 réfugiés dans les Etats voisins, 16 millions de civils affectés par la guerre.

Le bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) avançait, quant à lui, le chiffre de 1,7 millions de morts dont 600 mille enfants âgés de moins de 5 ans.

25. Des statistiques publiées fin octobre 2000 par l'ONG "(**Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo-Kinshasa**), (COJESKI), pour les territoires contrôlés par la rébellion et ses alliés rwandais et ougandais et couvrant les 26 premiers mois de la guerre, indiquent 1.825.000 morts, 26.190 familles séparées, 2.410 veuves, 3.120 orphelins, plus de 158 villages, localités et regroupements paysans sinistrés, 2.029 maisons et habitations incendiées ou détruites, 805 filles et femmes violées, 9.004 jeunes « *déscolarisés* », 2.648 enfants de la rue, 13.411 jeunes retranchés dans les maquis de la résistance au Kivu, 11.900 pertes d'emploi, 27.586 réfugiés, 485 exilés politiques identifiés, plus de 1.500.000 déplacés de guerre dont 306.241 pris en charge par le HCR, 513 prisonniers d'opinion, 4.104 sans logis, etc.

26. Les affrontements interethniques entre Hema et Lendu dans l'Ituri ont entraîné à eux seuls plus de 50.000 morts.

27. Le climat d'insécurité persistante dans certaines régions aggrave une situation humanitaire déjà précaire et qualifiée à juste titre de catastrophique par les organisations humanitaires opérant sur le terrain.

28. Ainsi, des ONG britanniques dont Oxfam, Save the Children et Christian Aid ont, dans un rapport publié en août 2001⁽¹⁰⁾, épinglé, dans le lot des conséquences de la guerre, la résurgence de certaines maladies dont la trypanosomiase au sujet de laquelle la RDC aurait reculé à son niveau de l'année 1930, l'indice de contamination étant passé de 0,1 il y a des lustres à 1,5 ces dernières années.

29. La RDC est aujourd'hui parmi les pays les plus touchés par la carence en vitamine A avec un taux de prévalence d'avitaminose de 61% chez les enfants âgés de 6 à 36 mois.

30. Selon une étude menée par le Bureau National contre les Carences

en Vitamine A, en fer et en iode avec l'appui de l'UNICEF et du CEPLANUT, cette prévalence dépasse de loin le seuil de tolérance de sécurité de carence en Afrique, la moyenne continentale se situant entre 30 et 40%.

31. Environ 1.837 femmes sur 100.000 meurent en couches, un taux trois fois plus élevé que la moyenne des autres nations africaines⁽¹¹⁾.

32. L'Institut Américain pour la Paix (US Institute for Peace) estimait en 2001, que la prévalence du VIH parmi les combattants de la guerre au Congo était de 60%. D'après le Dr. Tshioko Kweteminga de l'OMS-Congo, le déplacement et les multiples mouvements de troupes entre le Congo et ses pays voisins ont préparé le Congo à une importante « *Explosion de VIH/SIDA* »⁽¹²⁾.

33. D'après l'OMS, la RDC enregistre plus de 173.000 nouveaux cas de VIH par an avec un total de plus ou moins 1,3 millions d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH.

11.2. Sur le plan économique ⁽¹³⁾.

33. En raison de la partition de fait du territoire national imposée par l'état de guerre, il est difficile de disposer d'un ensemble d'éléments permettant de brosser un tableau général de l'économie congolaise.

34. Le gouvernement de Kinshasa faisait toutefois état pour la partie du pays demeurée sous son pouvoir d'un ralentissement total des activités de production au cours de la dernière décennie.

35. Dans le secteur des mines, la Gécamines (Générale des Carrières et des Mines) qui naguère finançait à 70% le budget de l'Etat congolais a vu sa production passer de 442.828 T de cuivre en 1989 à 30.511 T en 2000.

36. La production du cobalt est tombée, en une décennie, à 9.311 T et celle de l'or de 2.485 kg à 112 kg. Le secteur agricole n'a pas été épargné par ce mouvement général de ralentissement de production, particulièrement en ce qui concerne le café, le bois et le caoutchouc.

37. Le taux de croissance (PIB) est resté négatif pour la période sous revue et s'est même aggravé en 2000, année au cours de laquelle le taux d'inflation a grimpé à 511,2% contre 463,7% l'année précédente.

38. Depuis le début de la guerre, le gouvernement de Kinshasa a dénoncé le démontage, le sabotage et la destruction des infrastructures industrielles, portuaires et économiques par les troupes d'agression..

39. La prise de contrôle du barrage hydroélectrique d'Inga (Bas-Congo) à l'ouest de la RDC (août 1998), par la coalition rwando-ougando-burundaise, et le sabotage des installations qui s'en est suivi, a causé un manque à gagner inestimable aux unités de production qui se sont vues privées d'eau et d'électricité trois semaines durant, sans oublier les graves conséquences sur le plan sanitaire et social.

41. Dans la foulée, on évaluait à l'époque à 3 milliards de Dollars US les dégâts causés dans les installations portuaires de la ville de Matadi, au chef-lieu de la province du Bas Congo, principale porte d'exportation et d'importation du pays par voie maritime.

42. Les belligérants de tous bords n'ont pas résisté à la rutilance des minerais et au rougeolement de la faune et de la flore pour y faire main basse, faisant fi des accusations des uns et des récriminations des autres.

43. Chaque camp, s'estimant en droit de profiter du pactole pour soutenir l'effort de guerre et assurer ses arrières, s'est livré à volonté au pillage avec un engouement aux allures de curée (¹⁴).

44. Dans un état de lieu de la coopération entre la RDC et ses alliés fait le 30 mars 2001 par le Ministre de la Justice d'alors, M. Jeannot Mwenze Kongolo, le Gouvernement congolais reconnaissait avoir créé des projets d'auto-financement avec l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe « *pour ne pas devoir recourir aux réquisitions des patrimoines privés dans le cadre de l'effort de guerre.* » (¹⁵).

45. Ainsi, l'Angola, lui-même grand producteur de pétrole, s'est vu offrir une place de choix sur le juteux marché des hydrocarbures en RDC.

Depuis trois ans, Sonangol a pignon sur rue à Kinshasa même titre que Shell, Fina, Mobil, Elf et autres Cohydro.

46. Les Namibiens, pour leur part, n'ont pas pu s'intégrer dans secteur du diamant, en dépit du projet « *August 26 Hold Congo* » qui leur attribuait une concession à Tshikapa (K Occidental). Cela n'a pas empêché les milieux d'affaires namibiens, qui avaient déjà de fortes assises sur le marché congolais de l'agro-alimentaire, d'intensifier leurs exportations de farine de maïs et de poissons (chinchards), entre autres.

47. Le gros lot semble avoir échu au Zimbabwe qui, de tous les alliés, a mis à la disposition du Gouvernement de Kinshasa des effectifs numériquement supérieurs (quelque 10 mille hommes) à ceux mobilisés par les deux autres.

48. Plusieurs autres projets n'ont pu démarrer dès leur création faute de financement et au nombre desquels figure le comptoir d'achat de diamant MBC, la Société d'Exploitation et de Commercialisation de Bois (SOCEBO).

49. Un protocole d'accord a été signé entre les Sociétés Nationales d'Electricité SNEL (RDC) et ZESA (Zimbabwe) aux termes duquel la SNEL s'engageait à livrer mensuellement au Zimbabwe 100 mégawatts de courant électrique payable en \$ Zimbabwéen.

Des experts de Hydro-Quebec International qualifiait alors le prix que SNEL offre à ZESA de « *prix d'ami... ou de hold up du siècle* » et en fait « *la source d'électricité la moins chère au monde à part la foudre et /a statique* » (¹⁶).

50. Harare est lié à Kinshasa par de nombreux projets économiques, notamment « *Sengamines* » ayant son siège d'exploitation à Senga-Senga, localité située à 49 Km de Mbuji-Mayi, au Kasaï Oriental (Centre-Sud). Selon les prévisions, ce projet, doté d'un nouvel équipement minier, devait produire 350.000 carats diamant par mois.

51. Il y a, en outre, « *Kababakola Mining Company* » (KMC) créée à Lubumbashi en joint-venture avec la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) pour l'extraction et la production des minerais de cuivre et dont les prévisions de production s'établissaient à 250 T de cobalt par mois.

52: La société zimbabwéenne « *Rigde Point Overseas Developpement Limited of British Virgin Island* » n'a pas tenu ses promesses, ayant reçu mission de redresser la Gécamines, autrefois poumon de l'économie congolaise, dont elle finançait le budget à 70%.

53. Afin de garantir leurs transactions financières mutuelles ainsi que le paiement de la note des forces alliées, la RDC et le Zimbabwe ont créé la « *First Bank Corporation of Congo* » dans laquelle Kinshasa escomptait « *de bonnes projections de bénéfice, à l'instar du projet en joint-venture entre les sociétés aériennes nationales Air Zimbabwe et Lac (Lignes Aériennes Congolaises)* » (17).

54. Kinshasa et Harare ont signé en décembre 2000 un protocole prévoyant la libre circulation des personnes, des biens et des services, la convertibilité du Franc Congolais (FC) en dollar zimbabwéen (Zim \$) au taux de change de 1 FC = 14 Zim S.

55. Le Gouvernement de Kinshasa n'a pas ainsi pas échappé aux accusations de pillage à cause de tous ces contrats et conventions qualifiés de léonins par une certaine opinion qui lui reprochait de vendre et le pays et ses richesses aux étrangers.

56. Le Gouvernement soutenait que ces contrats ont été signés « *dans le respect des lois de la République, contrairement à ce qui se passe dans les territoires occupés où les agresseurs s'adonnent, non seulement au pillage systématique de nos ressources, mais commettent bien d'autres crimes odieux connus de tous* »).

57. Kinshasa précisait également que, s'agissant des projets signés avec le Zimbabwe, aucune des deux parties n'en a tiré des dividendes faute de financement, à l'exception de Sengamines et KMC qui ont bénéficié d'un financement privé extérieur.

58. Les accusations les plus fermes et précises ont été adressées aux mouvements insurrectionnels ainsi qu'à leurs alliés rwandais, ougandais et, dans une certaine mesure, burundais, pays mis en cause dans le rapport de la commission d'enquête onusienne rendu public le 16 avril 2001 à New York.

59. En effet, la commission d'enquête sur le pillage des ressources

naturelles de la RDC mise en place le 15 août 2000 par le Conseil de Sécurité a accusé le Rwanda, l'Ouganda, les Présidents Paul Kagame et Yoweri Museveni d'être impliqués dans l'exploitation illicite des richesses du Congo, notamment de l'or, du diamant, du coltan (colombo-tantalite), de la cassitérite, des bois précieux, de trophées (ivoire), voire des espèces de la faune et de la flore.

60. A ce sujet, le rapport onusien cite certains cas de pillage par les éléments des corps expéditionnaires étrangers et leurs alliés congolais :

1 ° opérations de confiscation de café en grains par Jean Pierre Bemba et le général ougandais James Kazini à Bumba, Lisala, Bosonzo, Binga, Mindembo dans la province de l'Equateur ;

2° démantèlement des usines et transfert des machines en pièces de rechange (sucrierie de Kiliba) ;

3° concession d'exploitation de produits forestiers accordée à la société ougando-thaïlandaise Dara-Forest dans les forêts de Djugu, Mambasa, Beni, Komanda, Luna, Mont Hoyo, Aboro. Soit plus de 100.000 hectares concédés pour une exportation annuelle de 48.000 m³ de bois d'oeuvres ;

4° fabrication de la fausse monnaie congolaise par le groupe Victoria pour acquérir des ressources naturelles auprès des paysans et exploitants artisanaux ;

5° extractions frauduleuses des minerais (or, diamant, coltan...);

6° création et utilisation des compagnies d'aviation (Air Alexander, Air navette, Uganda Air Cargo, New Gomair, Air Boyoma, Sabena Cargo...) pour faciliter l'évacuation des ressources minières des zones d'extraction vers les grands centres de négoce (Kigali, Kampala, Bruxelles) ;

7° constitution à partir de Kigali des réseaux financiers mafieux pour faciliter les opérations commerciales des exploitants illégaux (Union des Banques Congolaises, Banque Commerciale du Congo, Banque Commerciale du Rwanda, Banque à la Confiance d'Or, Banque de Commerce, de Développement et de l'Industrie, Banque de Commerce et de l'Industrie) ;

8° Multiplicité, des sociétés exploitant dans la région dont Trinity, Jambo Safari, ^{Ets} Habier, Stipag, Grands Lacs Métaux pour opérer le trafic illégal des ressources naturelles.

61. Le rapport additif sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC résume comme suit la situation au § 14 : « *Du côté des forces non invitées* ⁽¹⁸⁾, les réseaux mis en place par les commandants des Forces de Défense du Peuple Ougandais (UPDF) ont permis à celles-ci de poursuivre leurs activités d'exploitation en dépit du retrait d'un nombre important de soldats. L'APR continue de tirer de l'argent du commerce des richesses naturelles et à le faire circuler grâce à un mécanisme interne très élaboré ».

62. Kigali et Kampala, qui ont rejeté ces accusations, ont réclamé une enquête contradictoire estimant que le rapport de la commission, présidée par l'Ivoirienne Safiatou Ba N'daw, était partial.

63. La présidente du groupe d'experts de l'ONU qui a démissionné de ses fonctions le 28 juin 2001 suite aux menaces dont elle a fait l'objet de la part des parties mises en cause dans son rapport, a réitéré ces accusations qui, selon elle, sont fondées « *sur des témoignages et documents fournis par des personnes directement impliquées dans la création des sociétés facilitant le trafic des ressources congolaises* ».

« *Nous avons pris nos responsabilités très au sérieux. On n'aurait jamais accusé certains dirigeants sans avoir les éléments nécessaires* » ⁽¹⁹⁾, a-t-elle soutenu.

64. Depuis lors, son successeur l'Égyptien Mahmoud Kassem, a repris le dossier en main et a élaboré en novembre 2001 un rapport additionnel en vue d'indiquer principalement les activités économiques menées par les pays alliés du Gouvernement surtout le Zimbabwe.

65. Dans les territoires sous contrôle rebelles, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-Goma) a libéralisé, depuis le 5 avril 2001, le marché du coltan dont le monopole d'exportation revenait jusque là à la Société Minière des Grands Lacs (SOMIGL) créée en novembre 2000.

66. Des activités d'exploitation minière étaient également observées dans la Province Orientale et dans la partie du Nord-Kivu sous contrôle des factions rebelles parrainées par l'Ouganda (RCD-ML, RCD-N et MLC)⁽²⁰⁾.

67. D'autres groupes armés se livrent aussi à l'exploitation des ressources naturelles et les commercialisent à une moindre échelle.

Certains affrontements armés à l'Est de la RDC entre ces groupes armés et les mouvements rebelles et leurs alliés se justifient par la nécessité d'avoir accès aux zones riches en minerais et autres ressources naturelles et d'y exercer le contrôle.

68. Le groupe d'experts a remis son rapport final au Secrétaire Général des Nations Unies le 15 octobre 2003. Dans ce rapport, il fait ressortir les liens entre l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite des hostilités en préconisant le contrôle des mouvements des armes, le lancement des projets spécifiques à impact rapide en faveur des populations ainsi que la promotion de la coopération régionale.

69. Sur le plan des dépenses militaires, M. Pablo Celi de la Fondation Equatorienne pour les Relations Internationales a, lors du Forum Mondial de la société civile ⁽²¹⁾, relevant les graves conséquences des dépenses militaires sur la vie sociale et économique, indiqué que le monde actuel vit dans une situation de « *mondialisation militaire* » entraînant une « *économie de guerre qui affaiblit l'intégration régionale, détruit l'agriculture ainsi que les infrastructures, poussant les populations à se déplacer, à quitter leurs régions et à vivre de l'économie informelle* ».

Données statistiques sur les forces armées, importations d'armes et dépenses militaires des Etats impliqués dans la guerre de RDC⁽²²⁾

	Effectifs	dont an RDC	Import. armes	Dépenses mil.
	(PNUD, 1999)	(ONU, 2001)	(SIPRI, 1999)	(SIPRI, 1999)
RDC	56.000 hommes	-	72 M USD	?
Angola	113.000 hommes	3.000	134 M USD	2.418 M USD
Zimbabwe	39.000 hommes	10.000	23 M USD	213 M USD
Burundi	40.000 hommes (60.000 soldats. ICGI)	?	?	61,6 M USD
Ouganda	40.000 hommes	10.000	31 M USD	154 M USD
Rwanda	47.000 hommes (135.000 soldats, ICGI)	> 25.000	41 M USD	88,6 M USD

11.3. Sur le plan écologique.

70. Le pillage des ressources naturelles de la RDC a particulièrement affecté la faune et la flore, notamment des parcs nationaux classés patrimoine mondial par l'UNESCO et qui sont le dernier refuge pour de nombreuses espèces menacées de disparition.

71. Le coût des dégâts causés à l'environnement était évalué en septembre 2000 à 313.805.800 Dollars US dont 258.805.000 Dollars US concernent la faune et la flore, selon le Gouvernement congolais.

72. Une étude publiée en août 2000 par les Fonds Mondial^E pour la Nature (WWF) renseignait que les éléphants ont déserté le site de Kahuzi Biega (Sud-Kivu) qui était peuplé de 3'600 têtes en 1996 et dont le sort n'est pas connu.

73. WWF signalait aussi une diminution de moitié de la population de gorilles dans certaines parties du parc.

74. La situation est encore plus dramatique en ce qui concerne le parc National de Virunga (Nord-Kivu) où des éléphants et hippopotames, pourchassés par des braconniers, auraient fui par dizaines pour se réfugier dans le Parc 'Reine Elizabeth en Ouganda

75. Des familles entières des espèces comme le rhinocéros blanc du nord, l'Okapi et le Bonobo (Singe Proche de l'homme) qui n'existent nulle part ailleurs qu'en RDC, sont menacées d'extinction.

76. En juillet 2001, l'Institut pour la Conservation de la flore l'(ICCN) a fait état de la disparition de 450 espèces de la faune des parcs Nationaux de Virunga, Salonga, Kahuzi Biega et de la réserve d'Okapi d'Epulu, dont 300 éléphants et 150

gorilles de montagnes.

77. Les forêts entières sont déboisées les parcs nationaux détruits provoquant ainsi la destruction de l'écosystème.

78. Les réserves forestières sont exploitées en violation des chartes internationales dans la localité d'Eringeti à 60 km de Beni où le bois rouge est systématiquement abattu pour être commercialisé.

79. Le jardin botanique d'Eyala comme réserve des espèces végétales uniques au monde a été détruits- son contenu commercialisé par des exploitants appartenant aux armées étrangères notamment zimbabwéennes»

80. Réunis à Kinshasa dans un forum sur les conséquences de la guerre sur l'environnement, en 2001, les spécialistes du monde entier ont estimé que cette catastrophe écologique était proche de l'«écocide », terme qui signifie le génocide du système écologique mondial, en raison de ses répercussions sur l'équilibre de l'écosystème planétaire (puits de carbone).

81. La conséquence la plus grave de cette guerre demeure l'occupation et l'exploitation des ressources du pays par des Etats voisins en violation de toutes les règles impératives prescrites par les Nations « civilisées » sous (l'oeil indifférent (et parfois complice) de certaines puissances intéressées ainsi que l'usurpation de certains, attributs de souveraineté de l'Etat par des mouvements rebelles.

82. M. Reyntjens faisant sa déposition devant la Commission d'enquête parlementaire Grands Lacs du Sénat de Belgique, en date du 30 novembre 2001, relevait l'existence effrayante des activités économiques extraterritoriales caractérisées par la privatisation des espaces publics au profit des seigneurs de guerre, des multinationales et de security firms.

Il en est ainsi de la privatisation du maintien du droit et de l'ordre, de la fonction fiscale et de la criminalisation des Etats et des économies de la région des Grands Lacs.

Pour lui, la RDC est un « *trou noir* ». Un pays presque sans Etat ou avec un Etat qui ne remplit pas ses fonctions de base. Le Congo est « *aujourd'hui un Etat juridique, mais pas empirique* ».

83. Lorsqu'un Etat laisse ainsi un vide et ne remplit plus ses fonctions, ce rôle est comblé par d'autres acteurs : ONG, Eglises, seigneurs de guerre, milices ethniques, intervenants étrangers. Certains profitent du vide pour déployer des activités extraterritoriales tant militaires qu'économiques⁽²³⁾.

Dans cet environnement les droits des femmes ne peuvent qu'être massivement et systématiquement violés par ceux qui exercent des parcelles d'autorité dans ces espaces « vidés » d'Etat.

III. SITUATION DE LA FEMME ET DE LA JEUNE FILLE.

84. Les violences sexuelles contre les femmes et particulièrement le viol ont longtemps été considérées comme un dérapage inévitable

en temps de guerre. Aucune attention particulière ne leur était portée pour les distinguer des autres violences commises contre les civils. Cela d'autant que comme l'indique l'étude de Anne Tierney Goldstein « *lorsque des traitements inhumains, sous forme d'abus sexuels, sont infligés à des femmes, même s'ils correspondent parfaitement à la définition juridique d'un crime de guerre particulier, ils ont de tout temps été considérés comme moins graves que d'autres atrocités à caractère non sexuel* »⁽²⁴⁾.

85. Cette vision médiévale est encore de mise dans les conflits armés en RDC dans le cas cité par Human Right Watch⁽²⁵⁾ où après avoir violé collectivement une jeune fille âgée de 14 ans à Mambasa en novembre 2002, les soldats rebelles déclarèrent : « *On peut faire ce qu'on veut tant qu'on ne tue pas les gens* »

86. L'ampleur de ce phénomène est pourtant à la mesure des dividendes et avantages personnels, politiques et militaires que ces violences procurent à ceux qui les perpètrent et de la terreur qu'elle suscite chez les femmes et au sein de leur communauté⁽²⁸⁾.

87. Les violences sexuelles notamment le viol sont apparues récemment en ex-Yougoslavie, au Rwanda et en RDC comme un phénomène massif et une arme de guerre en soi servant à plusieurs fins :

- récompenser les soldats ;
- répandre la terreur politique ;
- déstabiliser une société ;
- intimider, humilier et soutirer des renseignements ;
- opérer « le nettoyage ethnique » et parfois territorial...

88. Ces crimes sont aujourd'hui officiellement reconnus par le droit international comme crime contre l'humanité ou crime de guerre ou même crime de génocide quand ils sont commis dans le cadre d'un conflit armé interne ou international ⁽²⁷⁾.

89. Dans les conflits armés qui ont émaillé la RDC depuis 1996, les femmes se sont trouvées en premières lignes des victimes civiles. Elles constituent la majorité des déplacées de guerre (estimées à 3,4 millions ⁽²⁸⁾) et des réfugiées.

90. En plus, elles ont subi et continuent à subir des violences de tout genre fondées sur des considérations sexistes ainsi que sur leur rôle de mère-protectrice, « *perpétuatrice* » du groupe social et « *transmettrice* » des traditions et coutumes.

91. Ces violences s'exercent sur elles pour plusieurs raisons notamment :
1 ° La volonté d'humilier les hommes incapables d'assurer la protection de leur progéniture⁽²⁹⁾ ;
2° La volonté de certains éléments armés séropositifs d'exterminer les populations civiles en inoculant le virus du VIH/sida par des viols systématiques des femmes et des jeunes filles ;

- 3° L'utilisation des femmes et des enfants comme bouclier humain ou espionnes dans le cadre d'une stratégie de conduite de la guerre ;
- 4° Le recrutement des jeunes filles dans les troupes combattantes ;
- 5° Les nécessités de guerre entraînant le besoin de disposer de la main d'oeuvre bon marché ou des servantes pour accomplir des tâches domestiques (porteuses, cuisinières, femmes de ménages, coursières...) ;
- 6° L'utilisation des femmes et des jeunes filles comme « nattes » destinées à détendre les combattants (Femmes de réconfort) ;
- 7° L'exploitation des femmes et des jeunes filles pour un but lucratif...

92. Malgré la gravité de ces crimes dans la vie des femmes qui en sont victimes, il règne encore en RDC un régime d'impunité qui résulte des facteurs ; suivants ⁽³⁰⁾

- 1° Un système de discrimination sexiste à l'échelle nationale (renforcer en RDC par des coutumes et traditions qui réduisent la femme au rang d'un simple objet de droit) et l'existence d'un continuum de la violence entre les situations de conflits et de non-conflits (une violence permanente) ;
- 2° Le mur de silence qui, à l'échelle nationale, entoure les violations des droits des femmes et, en particulier, la violence sexuelle
- 3° Le fait que, à la suite des accords de paix, certaines personnes ayant des parcelles de responsabilités dans ces crimes se trouvent au sommet de l'Etat avec des immunités et privilèges qui les soustraient, sur le plan interne, de toute poursuite en justice ;
- 4° L'absence de recours juridiques, d'indemnisation ou de réparation pour les femmes victimes des violations due à l'effondrement de l'appareil judiciaire ;
- 5° Le silence des victimes craignant les représailles des violeurs ou la réaction de rejet de la société...

111.1. Des femmes abandonnées par les militaires étrangers.

93. Les militaires de différentes troupes étrangères une fois arrivés au Congo, un pays où la conjoncture économique a déjà atteint un seuil de pauvreté intolérable, ont profité de cette situation de misère de la population surtout féminine pour se livrer à des relations dont certaines ont abouti à des mariages parfois irréguliers avec les femmes congolaises, dont certaines encore impubères et d'autres mariées, afin de s'intégrer dans le milieu hôte où la durée de leur séjour n'était pas déterminée.

94. En 1999, lors de la signature de l'Accord de Lusaka qui avait prévu le retrait des troupes étrangères en RDC, et après les affrontements des troupes rwandaises et ougandaises en juin 2000, les quelques 1500 militaires ougandais qui se sont retirés de Kisangani ont laissé derrière eux, femmes et enfants dont l'avenir ne préoccupe personne.

95. C'est ainsi que des femmes et leurs enfants ont été abandonnés à l'aéroport de Bangboka à Kisangani sans espoir. Des traitements inhumains ont été infligés à celles-là qui sont parvenues à rejoindre leurs hommes en Ouganda où ces derniers avaient retrouvé leurs femmes et enfants qu'ils ont quittés pour des raisons de service en RDC.

96. Lors de leur départ de la RDC, le 26 mai 1999, certains éléments des troupes tchadiennes ont emporté avec eux comme des trophées, des femmes congolaises qu'ils ont trouvées belles dont certaines étaient déjà mariées.

97. Plusieurs autres centaines de femmes avec enfants ont été abandonnées dans la misère totale dans les localités de Gemena, Gbadolité, Lisala...

98. Après les deux derniers Accords signés par la RDC avec le Rwanda et l'Ouganda respectivement en fin Juillet et début septembre 2002, des mouvements des retraits de plusieurs troupes étrangères du Congo ont été opérés à savoir celles de l'Ouganda à l'Est et dans le territoire sous contrôle du Mouvement de Libération du Congo « MLC » et celles du Zimbabwe dans le territoire sous contrôle gouvernemental. Ces retraits brusques et inattendus des militaires étrangers les ont séparés de leurs familles qu'ils ont fondées avec les femmes congolaises qui se sont vues abandonnées par leurs soit disant maris et/ou compagnons.

99. Peu importe le statut de ces femmes vis-à-vis de ces militaires, mais une chose est vraie, ces familles constituent aujourd'hui un problème social important à ne pas négliger vu les répercussions sociales que cela pourrait entraîner dans les années à venir.

100. Il a été établi que 500 familles (femmes et enfants) ont été abandonnées par des soldats zimbabwéens qui se sont retirés au mois de septembre 2002 de la province de l'Équateur. Ces familles abandonnées à elles-mêmes ne savent à quel saint se vouer.

101. Le retrait des troupes étrangères du Congo/Kinshasa constitue la solution externe à la crise actuelle, cependant il faudra mettre en place des mécanismes de protection des familles de ces militaires étrangers qui ont stationné sur le territoire congolais; et ce, en conformité avec les dispositions pertinentes des instruments juridiques nationaux et internationaux de protection des droits de la femme et de l'enfant. Les mécanismes peuvent être envisagés dans le cadre des commissions mixtes et de la Conférence Internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs.

111.2. Le cannibalisme contre les femmes.

102. À la faveur conflits armés en RDC, des pratiques barbares déjà révolues depuis des décennies ont refait surface dans certaines régions. Il s'agit essentiellement des actes d'anthropophagie ou de cannibalisme (consommation de la chair humaine) dont les premières victimes sont des femmes^(3¹). Ces pratiques qui constituent des crimes internationaux sont commises pour diverses raisons particulièrement des croyances superstitieuses, la volonté de répandre la terreur parmi la population civile, la survie...

111.2. 1. Cannibalisme au Nord-Katanga.

103. Les pratiques d'anthropophagie sont apparues au Nord Katanga depuis des temps anciens.

En effet, c'est au 19ème siècle que les européens ont découvert que certains membres des sectes magico-religieuses du Nord Katanga consommaient de la chair humaine. Dans son livre intitulé « *Les Baluba du Katanga* » paru à Bruxelles en 1913, le Belge Colle, un père blanc, écrit à propos de la secte des Bayembe: « *Le bas du corps est consommé par les vieux. Le haut du corps est donné aux jeunes recrues et la tête au chef de la bande. Ils s'en vont parfois à la dérobée déterrer les cadavres. Ils vont les laver à /a rivière et se réunissent pour le festin* ».

104. Depuis 1998, au Nord du Katanga, les populations autochtones se sont organisées en milices appelées « Maï-Maï » pour se protéger des Forces Armées Congolaises (FAC). Comme les anciens membres de la secte Bayembe, ces Maï-Maï recourent aux pratiques fétichistes pour se rendre invulnérables face à l'ennemi.

105. Un ancien administrateur du Territoire de Kabongo qui a échappé à la mort relate ce récit : « *J'ai trouvé mon salut dans la fuite. Après avoir neutralisé mes gardes du corps, Bakanda Bakoka (un des chefs Mai=Mai) avait menacé de m'arracher les organes génitaux avec les ciseaux pour renforcer ses pouvoirs surnaturels* »⁽³²⁾.

106. Depuis le mois d'avril 2002, ces milices ont créé une situation d'insécurité dans plusieurs villages de la région dont Mukubu, Kina, Mukanga, Bangwe des collectivités-chefferie de Museka et Kayumba, territoire de Malemba-Nkulu dans la partie septentrionale de la province du Katanga⁽³³⁾.

107. Dans cette partie du pays, les Maï-Maï sous la conduite des chefs de bande dont « *Bakanda Bakoka* » (nom de la langue Luba qui signifie littéralement un homme qui n'accepte jamais les conseils), *Makabe*, jeune homme de 18 ans, un autre surnommé « *Udia mabele* » et un autre appelé « *Chinja chinja* » terme swahili qui signifie l'égorgeur, sèment la terreur parmi la population civile en se livrant notamment à des actes de cannibalisme dirigés particulièrement contre les femmes.

108. A cause des divergences sur la gestion de la contrée, les Mai-Mai commettent impunément les actes de cannibalisme, et ce ; en présence des éléments des Forces Armées Congolaises et; des autorités politico-administratives du District.

109. A ce propos, le Centre des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire (CDH) rapporte les cas suivants :

« A Shele, dans la collectivité de Kayumba, Pierre Kayumba, est tué au mois d'avril 2002 avec des armes blanches et sa chair est consommée. Le 13 juillet 2002, Maloba, fils de Masanka fut tué par les miliciens. En septembre de la même année, Théophile Kyalwe est tué sa chair consommée à Kilobi à quelques Kilomètres de Shela. Le 11 octobre 2002, Kasongo a été tué à Kimba dans la collectivité de Nkulu tandis que l'épouse de Daniel, la fille de Esaya et le fils du prénommé Nicolas ont subi le même sort à Shela.

A Bangwe, dans la collectivité de Kayumba, Prospérine Kazembe a été tuée par

les Maï-Maï et sa chair consommée. Plus graves sont les actes qui dépassent l'entendement humain consistant à sécher au feu les organes sexuels des victimes et de les porter comme colliers ou galons par les miliciens.

110. Des miliciens paradedent ainsi dans des villages arborant les organes génitaux, séchés au feu, de leurs victimes. Ils se promènent avec des têtes au bout de lances pour impressionner les villageois suspectés de soutenir les Forces Armées Congolaises (FAC). Dans le territoire de Malemba-Nkulu, le chef Makabe circule avec un bébé séché autour du cou. Bakanda Bakoka et Jean-Pierre Chinja Chinja sèment, eux, la terreur dans le territoire de Kabongo.

111. Pour justifier leur attitude discriminatoire à l'égard de la femme, les auteurs de ces crimes n'ont pas honte d'affirmer que « *les seins des femmes ont une chair plus savoureuse que celle de l'antilope* ». D'ailleurs, l'un des chefs de cette milice porte le surnom, de « Udia Mabele » parce qu'il adore manger les seins des femmes.

112. Chola, un ancien administrateur du territoire de Kamina, raconte que les Maï-Maï affirment tout haut que les seins des femmes sont une chair plus savoureuse que celle de la tortue ou de l'antilope. Quand ils tuent une femme, ils se précipitent pour arracher d'abord les seins qu'il grille avant de consommer. Tous les déplacés de guerre s'accordent pour dire que ce sont les femmes qui sont les premières victimes des atrocités des miliciens. Parfois ces scènes de cannibalisme se passent en public.

113. Le CDH précise : « *Il a été plusieurs fois rapportées qu'à Mitwaba un groupe d'individus non encore identifiés se livrent impunément à des assassinats en série des paisibles citoyens à qui ils amputent certains organes humains pour probablement un usage anthropophagique, commercial et/ou fétichiste* »^(3a)

114. A titre illustratif, le 26 décembre 2002, la nommée Justine Kanyembo a été retrouvée morte dans le quartier Kinswala, territoire de Mitwaba. De plus, lors de l'autopsie, le médecin requis a constaté que l'infortunée Kanyembo a été tuée au moyen d'un couteau, et que la profondeur de la blessure au niveau du thorax était de 30 à 40 cm. Cette situation est d'autant plus alarmante que Feue Justine Kanyembo est la sixième victime assassinée dans les mêmes circonstances.

115. Le 7 février 2003, le Gouverneur du Katanga, M. Aimé Ngoy Mukena, rentré d'une tournée d'inspection du territoire de Malemba-Nkulu dans le district du Haut-Lomami, a affirmé à la Télévision officielle locale que : « *Au cours de notre mission à Malemba, nous avons réussi à désarmer les chefs de bandes des Mai'-Maï qui tuaient la population et mangeaient la chair humaine depuis 4 ans. Le chef de bande Makabe et ses disciples Kabale, Gédéon, Mangi, ont remis des armes* ». Ces propos sur les actes d'anthropophagie ont été confirmés sur les antennes de la RTNC (Radio et Télévision d'Etat) à Lubumbashi par le journaliste Lumbu Lay-Lay Bush qui avait accompagné le Gouverneur dans sa mission à Bunda, à Musau et à Kinkondja dans le Nord du Katanga.

116. Si le Gouverneur du Katanga a gratifié les chefs des miliciens et la population locale de Musau (fief du seigneur de guerre Makabe) des motos, des vélos, du sel de cuisine et des habits de seconde main, rien n'a été dit sur une éventuelle enquête judiciaire pour l'établissement des responsabilités pénales ou

une condamnation pour les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dont se sont rendus coupables Makabe, Gédéon, Kabale, Mangi et leurs séides.

117. D'ailleurs, jusqu'à ce jour la commission d'enquête mise en place en novembre 2002 par l'ancien Ministre de l'Intérieur sur les événements d'Ankoro et environ n'a pas encore officiellement déposé ses conclusions auprès du Gouvernement. Ce qui favorise l'impunité dans cette partie du pays.

118. Les faits de cannibalisme ont été confirmés par la MONUC clans un communiqué daté du 15 janvier 2002.

III. .2. 2. Cannibalisme en Ituri.

119. L'Ituri a connu une situation dramatique à partir du mois d'octobre 2002 à la suite des opérations militaires menées par les troupes du MLC et celles du RCD/N déployées sur deux principaux axes Mambasa-Teturi-Byakato-Mangina et Isiro-Mambasa-Komanda-Erengeti en vue de s'assurer le leadership de cette région stratégique, frontalière à l'Ouganda et riche en ressources naturelles.

120. Dans leur progression en direction de Beni et de Butembo qui est le Head quater du RCD-ML, les troupes du MLC (ALC) et alliés se sont livrées à des violations massives et systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire notamment « *le pillage et le viol systématique ainsi que des exécutions sommaires et des enlèvements, utilisés comme armes de guerre... dans une opération appelée par /es agresseurs « effacer le tableau „ et présentée à la population comme une opération de vaccination... Des victimes ont été mutilées, des adultes et des enfants ont subi des prélèvements d'organes, d'autres ont été tués, mutilés, cannibalisés... »05).*

121. En effet, les tueries concernaient surtout les personnes de la tribu Nande (tribu d'origine de Mbusa Nyamwisi, Président du RCD-ML), les originaires du Kivu et les pygmées.

122. L'opération de l'ALC en Ituri était appelée « *vaccination* »; ceci en comparaison avec la technique de vaccination anti-polio pratiquée lors des journées nationales de vaccinations (JNV) qui se déroule selon la stratégie de porte-à-porte. Le pillage et les viols se faisaient ainsi systématiquement maison par maison, femme après femme.

123. Ces militaires sont également appelés des « *effacés* » en rapport avec effacer le tableau, c'est-à-dire on emporte tout ce qu'on rencontre sur le passage et dans les maisons ; voire de vieux draps troués et de vieux sous-vêtements ou encore « *katanyama* » c'est-à-dire coupeurs de viande. Le temps que le pillage continu, une équipe des transporteurs à bicyclettes « *kumbakumba* » rentre avec les butins vers Isiro. Le gros hélicoptère qui ravitaille les fronts en minutions aide aussi à l'évacuation du reste de bagage.

124. Honoré Kadima, alors Commissaire aux relations extérieures du RCD/ML, a en décembre 2002 accusé le MLC et le RCD/N « *de se livrer à la mutilation des*

organes génitaux des hommes et des femmes qu'ils assaisonnent d'épices, mettent au feu et apportent à table en guise de mets destinés à leurs maris ou épouses (des victimes). Il leur arrive souvent aussi d'obliger leurs victimes à manger des parties de leurs propres membres coupées et rôties, après quoi, ils leur donnent la mort. Nombre de Lendu ont été enterrés vivants à Mungwalu. Mgr Melchisédech Sikuli, Evêque de Butembo, s'est déclaré très attrister par le cannibalisme à rebours remis en selle par les troupes d'invasion de l'Ituri ».

125. A Badisende (40 Km sur l'axe Epulu), une femme Nande, ayant fui avec son mari loin dans leur champ, y a été tuée et ensuite découpée en morceaux. Ils ont contraint son mari d'en goûter un petit morceau avant qu'il ne soit chassé en brousse.

126. Le rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme indique qu'« à /a fin de novembre, A.M. a vu de ses yeux des soldats « effaceurs » exécuter G. M, un Nande âgé de 50 ans à Mambasa. Selon le témoin, /es soldats auraient coupé la jambe droite de la victime et forcé sa femme à la cuire et à /a goûter. Les soldats eux-mêmes en ont mangé un morceau ».

127. Les pygmées ont aussi été tués, dépecés et mangés sur les deux axes entre Koki et Epulu respectivement à 50 Km et à 70 Km de Mambasa sur la route Kisangani dans la Collectivité de Babila Babombi. Après la reprise de Mambasa par les troupes du RCD-ML et leur progression vers Epulu, l'ALC a supposé que cette avancée serait favorisée par les pygmées qui leur montreraient des sentiers de la forêt. Pour intimider les pygmées, ils en ont tué 4 et l'un a été dépecé et ils ont imposé aux autres de le manger. Les militaires, eux, ont préféré se servir le sexe.

128. En outre, sur l'axe Nduye-Mungbere, pendant cette même période et pour les mêmes raisons, plusieurs pygmées ont été tués par l'ALC. Les rescapés pygmées avec d'autres prisonniers ont été contraints de les manger. Les bourreaux se sont servis des sexes. Une partie était boucanée pour une meilleure conservation.

129. Des sources indépendantes et crédibles racontent que " deux militaires du MLC ont été capturés avec de la viandes humaine, mais aussi avec trois pygmées vivants détenus, ligotés comme provision ».

130. L'un des témoins, M. Nzoki Amuzati résidant à Teturi, près de Mambasa a déclaré : « Je rentrais des champs et j'ai eu le temps de me cacher dans les buissons d'où j'ai pu voir les membres de famille tués et mangés par des soldats de Jean-Pierre Bemba... ». Et d'ajouter : « Depuis ma cachette, j'ai vu des soldats arracher le coeur d'un enfant puis le manger après l'avoir fait rôtir un peu »⁽³⁶⁾,

131. Un pygmée, relayé par son oncle et d'autres membres de famille, a fait état des actes d'anthropophagie sur son frère aîné Nyongolo, sa mère Fuaube, sa soeur Salama, son neveu Kebe et sa nièce Espola. Il déclare notamment qu'à partir de sa cachette, après avoir entendu de coups de feu, il a « vu le corps de Nyongolo par terre et on... a commencé à le découper en morceau, à côté il y avait sur le feu une marmite, et d'autres morceaux de viande étaient grillés sur le feu... ». Ces actes se sont produits le 7 décembre 2002, au Campement de Difou, à 26 km de Mambasa(").

132. A Human Right Watch, il a fait le témoignage suivant : « A environ trente kilomètres de Mambasa, les soldats MLC ont attaqué un camp pygmée. Amuzati qui chassait dans la forêt a entendu des tirs. Comme il n'était pas loin de son camp, il est retourné voir ce qui se passait. Huit cents mètres plus loin environ, il a entendu des cris et des pleurs puis le silence s'est fait. /l s'est approché et a vu plusieurs soldats. Il a vu les cadavres de sa famille dont celui de son neveu de quatre ou cinq ans, avec l'estomac ouvert. Ils enlevaient la chair de la victime. Puis il a regardé et les a vus manger sa mère, son frère aîné et deux de ses neveux. Il était très ému et il avait peur qu'en criant, ils le prennent aussi alors il est parti en rampant ».

133. La mission du Haut Commissariat aux droits de l'homme fait aussi mention de ce témoignage : « Au début de décembre, un étudiant âgé de 18 ans, NK, et un garçon de 12 ans, K.F, ont vu environ 25 soldats de ALC attaquer et tuer des civils. Leur groupe de 13 personnes a été forcé de s'asseoir par terre et trois hommes, deux femmes et un pygmée ont été exécutés. Après cela, les soldats leur ont arraché le coeur et ont forcé les prisonniers à goûter la chair humaine. Le Commandant du groupe des « effaceurs » était une femme et son adjoint s'appelait Pascal ».

134. « Nous sommes ici pour exiger des autorités de ce pays qu'elles créent un tribunal », a indiqué à IRIN M. Abengandula Baloi, responsable de la délégation des populations indigènes - communément appelées pygmées - de Ituri. Cet appel a été lancé à l'issue d'un séminaire des droits de l'homme pour les pygmées qui s'est tenu du 20 au 25 janvier 2003 à Kinshasa.

135. Les deux bataillons de l'ALC (Foudre et Dragon) dirigés par le Colonel Freddy Ngalimo et son Adjoint le Major Bugera, un Interhamwe Rwandais, responsables de ces exactions seront par la suite remplacés.

^{136.} Le nouveau Commandant, le Colonel Ramès surnommé « Roi des imbéciles » avait une façon particulière d'haranguer ses troupes en citant des versets bibliques notamment Deutéronome 20, 13-17 qui dit : « Yahvé ton Dieu la livrera en ton pouvoir, et tu en passeras tous les mâles au fil de l'épée. Toutefois les femmes, les enfants, le bétail, tout ce qui se trouve dans la ville, toutes ses dépouilles, tu les prendras comme butin. Tu mangeras les dépouilles de tes ennemis que Yahvé ton Dieu t'aura livrés »(38).

137. Dans une lettre adressée au Secrétaire Général des Nations Unies, le 31 décembre 2002, M. Jean-Pierre Bemba, président du MLC, lui a rassuré de son entière collaboration à la mission d'enquête onusienne et s'est engagé à punir les coupables des exactions commises à Mambasa.

138. Suite aux premiers éléments d'enquête, M. Jean-Pierre Bemba a déclaré avoir arrêté cinq combattants soupçonnés d'avoir perpétré des atteintes graves aux droits de l'Homme dans le district de l'Ituri. « Les hommes que nous avons arrêtés sont accusés d'avoir commis des viols, des vols et d'autres crimes. Notre propre enquête n'a toutefois produit aucune preuve relative aux accusations de cannibalisme », a affirmé Jean-Pierre Bemba, interrogé par Irin, l'agence de presse onusienne. L'archevêque de Butembo avait révélé en décembre 2002 que les rebelles du MLC « mangeaient et forçaient leurs prisonniers à manger certains organes des morts, surtout ceux des pygmés ».

139. Des procès seront menés par les tribunaux militaires du MLC en février et

mars 2003. On estime que les procédures suivies n'ont pas rempli les conditions exigées par les critères internationaux notamment en matière d'indépendance des juges.

Devant le Conseil de Sécurité, M. Sergio Vieira de Mello⁽³⁹⁾, ancien Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, avait d'emblée qualifié les procès annoncés par le MLC comme *«manquant de légitimité et ne se conformant pas aux chartes juridiques et humanitaires internationales »*.

140. En effet, les deux accusés qui ont reçu les plus lourdes peines (le caporal Katembo Kombi et le lieutenant José Zima) ont été condamnés à la prison à perpétuité. Le caporal Patrick Makigba, accusé d'homicide involontaire, a été condamné à 62 mois d'emprisonnement tandis que le colonel Freddy Ngalimo, reconnu coupable d'avoir permis des comportements d'insubordination au sein de ses troupes a reçu une peine de 43 mois d'emprisonnement pour ne pas avoir aidé des personnes en danger et ne pas avoir dénoncé les crimes commis par ses subordonnés. 16 rebelles ont reçu des peines allant de 6 à 43 mois pour des crimes de désertion, de désobéissance ou de viol et sept autres n'ont reçu que des « sanctions internes » pour indiscipline.

141. Quoique contesté, ce procès est le premier à avoir été initié par un belligérant pour « poursuivre » les auteurs de crimes de violence sexuelle.

142. Selon les informations en notre possession, le RCD/ML se serait aussi illustré dans les actes de cannibalisme dans les mêmes circonstances.

143. Dans une lettre pathétique adressée au Chef de l'Etat, le 19 juillet 2002, des femmes de la tribu Hema dénonçaient le martyre dont leur communauté était victime de la part des soldats du RCD-ML, accusés notamment de se livrer au cannibalisme.

144. Ce cri de détresse en dit long : *« le souci de Nyamwisi c'est de vider nos villages pour les faire occuper par ses frères Nande de Beni »*. Et de poursuivre : *« Sur 300 personnes tuées dans chacun de villages, 80% sont des femmes et des enfants. Les personnes enlevées sont ramenées dans des camps des combattants Lendu pour être mangées : souvent les enfants sont grillés dans l'huile et bouffés immédiatement, tandis que sur leurs mères, ils prélèvent /es morceaux humains de leur choix (cuisses, fesses, intestins grêles...), la personne encore vivante finit par mourir d'hémorragie »*.

145. La Rapporteuse Spéciale des droits de l'homme en RDC a relevé qu'en date du 20 juillet 2003, *« /es milices Lendu et Ngiti ont massacré 22 civils à Nzi dont la plupart des femmes et des enfants. Les corps retrouvés par la MONUC étaient mutilés, coupés en morceaux avec des couteaux et des machettes ; les organes internes et génitaux avaient été enlevés... Des actes de cannibalisme se poursuivent souvent devant les membres de la famille. Des victimes sont coupées en morceaux ou brûlées vives »*⁽⁴¹⁾.

146. Des miliciens Hema auraient aussi commis des actes de cannibalisme. Ainsi en septembre 2002, Human Right Watch cite le récit d'un témoin de la Zone de Boga, au sud de Bunia : *« ...Les Hema ont intercepté certains Ngiti au sud de Kyabwoke, dans la zone de Boga. Un jeune homme, le fils d'Obadhia, est venu vers moi et s'est vanté d'avoir tué une femme ngiti. Il lui avait coupé les organes génitaux et s'était mis son clitoris sur le front comme un trophée. Il voulait montrer combien il était fort »*⁽⁴¹⁾

Enfin, des actes de cannibalisme ont aussi été commis par l'UPC comme le rapporte ce récit : « *Aux environs du 23 décembre, le témoin, un Nande âgé de 15 ans... est parti de Mambasa avec d'autres gens à la suite des conflits avec d'autres groupes des déplacés. En sortant de la ville, ils ont rencontré un groupe d'une douzaine de soldats de l'UPC portant des fusils, des couteaux, des machettes et des lance-roquettes. Les soldats de l'UPC ont pris une femme enceinte, lui ont ouvert le ventre et en ont arraché le fœtus. ils ont dit qu'ils allaient griller la mère... »* ⁽⁴²⁾.

III.2.3. Cannibalisme au Sud-Kivu.

147. Dans son communiqué de presse daté du 17 février 2004, le Centre Africain pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'homme, ACPD en sigle, fait état d'actes de cannibalisme perpétrés par des miliciens Interahamwe au Sud Kivu.

148. En effet, le lundi 16 février 2004, à 9 heures, les paysans de la localité de Kanyola, dans la zone de Walungu, ont été attaqués par les Interahamwe en opération de pillage de nourritures dans les habitations et les champs.

149. Par manque des vivres ou de nourriture du fait qu'on était en période de labourage des champs des patates, des maïs et autres céréales et que les greniers des paysans étaient vides, les assaillants interahamwe se sont mis à brûler les maisons des paysans.

À la sortie du village de Kanyola, 3 personnes dont Messieurs Malungu Lukeka et Kaulinyi Mushaga et Mlle Iragi ont été tués et leur chair mangée dans une plantation voisine de Kanyola.

« *Celui qui a le Kalashnikov ne pourrait jamais mourir de faim* », a hurlé un interahamwe. Craignant le retour fatal dès que les interahamwe auront terminé ces premières victimes humaines, plus de 200 civils ont été contraints de quitter la localité de Kanyola pour se réfugier à Bukavu.

151. Des massacres et exécutions sommaires des femmes ont eu lieu à Mambassa, Komanda, Fataki, Nioka, Tchomia, Nizi, Alibango, Kanyabayonga, Lubero, Fizi, Uvira, Bunia, Mabanga, Songolo, Mongbwalu, à Mahagi, Aru, Nyakunde...

Nous citerons les exemples suivants :

III. 1. A Ankoro.

152. Le dimanche 10 novembre 2002, vers 14 heures, le lieutenant-colonel Emile Twabangu, commandant de la 95^{ème} brigade stationnée à Ankoro, chef-lieu provisoire du district du Tanganyika, a rangé ses troupes en ordre de bataille - non sans avoir prévenu l'autorité administrative locale de ses intentions - et a ordonné de mettre à sac la cité à partir du quartier nord. Tout l'arsenal militaire de guerre fut mis à contribution pour combattre les Maï-Maï du 10 au 16 novembre 2002.

153. Devant l'affront, les soldats décidèrent de désarmer les Maï-Maï, qui

résistait. Les affrontements vont faire plusieurs morts dans les deux camps.

154. A cause de l'infériorité de leur puissance de feu, les Maï-Maï se retirèrent de la cité pour se réorganiser dans la forêt environnante. Ils lancèrent la contre-offensive le lundi 10 novembre et les combats vont se dérouler de 6 heures à 15 heures. Ils se poursuivront le mardi 11 de 6 heures à 13 heures, ainsi que le mercredi 12 entre 7 heures et 9 heures. C'est pendant ces combats que des éléments des FAC ont incendié plusieurs maisons, officiellement parce qu'appartenant aux Maï Maï ou les abritant.

155. Les causes immédiates de ces affrontements sont à trouver dans le passage à tabac et le désarmement d'un soldat des FAC en date du 10 novembre par les Maï-Maï pour répliquer au traitement identique infligé à l'un de leurs la veille (9 novembre).

156. Mais il faut relever que les rapports entre les Maï Maï et les FAC se sont sensiblement détérioré du fait que les miliciens souhaitent avoir le même traitement (solde et ration) que les soldats des FAC au motif qu'eux aussi se battent pour la Nation d'une part et, d'autre part qu'ils avaient réussi à s'attirer la sympathie lie la population lorsqu'ils s'étaient opposés aux militaires qui se livraient aux exactions contre les civils après la chute de Manono. Ces rivalités meurtrières se poursuivent encore aujourd'hui en toute impunité (selon le communiqué de presse n° 2004/CDH/004 du 3 mars 2004).

157. Le bilan dressé par la commission d'évaluation mise en place par le commissaire de district, M. Pascal Leya, se présente comme suit : 45 morts et plusieurs maisons incendiées.

158. Sur le plan matériel, il y a lieu de noter :

- le pillage de l'hôpital général de la place, du stock des produits pharmaceutiques approvisionné par la Vision Mondiale, les matelas ont été emportés après avoir expulsé, si pas abattu les pensionnaires ou ceux qui s'y sont réfugiés ;
- le pillage du stock des vivres des déplacés de guerre approvisionné par le PAM et supervisé par la Vision Mondiale ;
- la destruction des écoles dont l'Ecole Primaire Kalunga ;
- le pillage de la paroisse Saint-Augustin du quartier nord.

159. Les pertes en vies humaines sont constituées en majorité des femmes parmi lesquelles : 1 ° Madame Françoise (communément appelée Çoise), déplacée de guerre de Kalemie ;
2° L'épouse de Monsieur Mario (connu comme tel à Ankoro) et son enfant ;
3° L'épouse du tailleur surnommé « Coeur de Lion » ;
4° La mère de Charles Kyungu, aveugle de son état ;
5° Mme Thérèse Kidio, veuve ;
6° Mme Mwendo Kilobo, veuve ;
7° Mlle Ilunga, petite fille de Mandevu ;
8° Mme Kyungu Bandama, ses trois enfants et son jeune frère.

160. Dans ce contexte la responsabilité du chef militaire semble être engagée. En

effet, il a été constaté des « *instincts pyromanes et /es intentions réitérées du commandant Emile Twabangu de mettre à feu et à sang la cité d'Ankoro, intentions partiellement tentées en septembre 2000 et en août 2001* » (43).

161. En vue de poursuivre en justice les responsables de ce carnage, la mission gouvernementale conduite par le Ministre de l'Intérieur en date du 27 novembre 2002 a mis en place une commission d'enquête qui jusqu'à ce jour n'a pas encore rendu ses conclusions en dépit de l'assurance donnée alors par le Ministre que : « *Nous ne pouvons pas accepter que l'impunité soit érigée en règle de conduite... Les faits sont là, et ils sont graves. Nous ne les laisserons pas impunis* » (44).

III.3.2. A Bunia.

162. « *Début septembre 2002. Le spectre de la mort plane sur l'ituri. A Mabanga-Gele, 40 km de Bunia, on a fait plus ou moins 500 morts et détruits des villages entiers. A Blukwa, 70 km au nord de Bunia, 66 morts et pillage.*

163. *Le 5 septembre, c'est le tour de Nyakunde, 60 km au sud de Bunia : environ 300 morts, pillage, destruction de maisons, structures hospitalières et écoles. A 9 heures, début brusque d'une fusillade qui paralyse toutes les activités. Soeurs Stella s'est déjà rendue au service à l'ISTM. Le soir, ne pouvant pas rejoindre sa communauté - on tire toujours-, elle se réfugie chez le Secrétaire Académique de l'ISTM, avec des étudiants et agents du même institut. Elle sera rejointe par sa mère et sa soeur cadette, Lucie. Des hommes en uniforme cassent même la porte principale de la maison des Religieuses et s'adonnent au pillage. Ils affirment qu'ils n'ont rien contre les Nande, ils ne cherchent que les Hema et /es Bir & ils sont suivis de quatre groupes qui continuent le pillage. Les deux Soeurs Oblates, Régine et Anne-Marie, décident de se sauver à pied vers Butembo. Elles retrouveront leur maison complètement saccagée, même la petite chapelle profanée : le tabernacle cassé, /es saintes espèces répandues par terre, la statue de la Vierge Marie fracassée.*

164. *Les attaquants arrivent plus tard au refuge de Sr. Stella. Celle-ci crie aux réfugiés : « Cachez-vous sous le lit ! ». On la contraint à sortir de sa cachette et on la soumet à un interrogatoire en swahili : « De quelle tribu es-tu ? ». « Je suis Nande ». « Tu mens, tu es Gegere. On va te tuer ! Ou alors donnes nous 800 dollars ». « Je n'en ai pas ! ». « Dans ce cas-là, on va te tuer. Ou bien tu nous donnes 500 dollars ». « Je n'ai pas cet argent-là. Je n'ai que 20 dollars, que voici ».*

Un assassin prend les 20 dollars. L'épouse du Secrétaire académique tente d'implorer pitié. Pour toute réponse les bandits pillent de fond en comble la maison. Puis ils s'en vont. Quelques instants après, six hommes en uniforme et armés font leur apparition, en tirant des coups de fusil en l'air. Ils entrent dans la maison et adressent des menaces à la Soeur : « Tu mens. Tu prétends être Nande, mais tu es Gegere ».

1 65. *L'épouse du Secrétaire académique s'époumone à prendre la défense de la soeur. « Nous allons la tuer, parce nous savons qu'elle est de la tribu ennemie », crient-ils. La Soeur invoque miséricorde. En vain. C'est environ 18h30. Les assassins la poussent vers l'extérieur et lui tirent une balle. Le fémur broyé, Sr.*

Stella tombe au sol. Elle mourra le lendemain. Elle avait 34 ans. Les agents de la croix Rouge ont enseveli son corps dans une tombe à côté d'un charnier, à Nyakunde » ⁽⁴⁵⁾

111.4. Les femmes victimes des viols.

166. Les crimes de violence sexuelle ont été commis et le sont encore par tous les belligérants, forces régulières, groupes armés nationaux et étrangers.

167. Dans leur stratégie de conquête, de conservation et de contrôle des populations et des territoires, les hommes en armes recourent à la violence sexuelle comme arme de guerre.

168. Les méthodes sont d'autant plus généralisées qu'elles sont couvertes par l'impunité totale des poursuites à l'égard de leurs auteurs.

169. L'épicentre de ces violences se situe dans les territoires contrôlés essentiellement par des bandes armées à l'Est et au Nord-Est de la RDC.

170. Des statistiques indiquent par exemple qu'entre 80 et 100 femmes sont quotidiennement violées au Sud Kivu.

171. Dans une conférence de presse qu'elles ont animée le 9 décembre 2003 à Kinshasa, les Représentantes de la Coalition contre les violences sexuelles, Réseau regroupant des ONG de défense des droits des femmes au Nord Kivu et au Sud Kivu ont déclaré que sur 674 violées, 202 ont été déclarées séropositives⁽⁴⁸⁾, soit un taux moyen de 30%.

172. Cette Coalition qui a entrepris une campagne de lutte contre les violences sexuelles avec le slogan « *Violer une femme, c'est violer sa mère* » ont indiqué que les femmes sont violées seules ou en masse, en brousse ou en public, souvent devant leur mari, enfants, beaux-parents. Retenues comme esclaves sexuelles, elles passent plusieurs mois nues dans la brousse entre les mains de leurs bourreaux. Ces derniers ne les violent pas seulement avec leur organe sexuel, mais utilisent plusieurs objets comme le bois et même leur fusil. C'est fréquent qu'ils tirent sur le sexe de la femme après l'avoir violée. On observe aussi que de plus en plus des hommes sont victimes de viol dans certaines localités⁽⁴⁷⁾.

173. Au Kasai Oriental et au Kasai Occidental, l'amplitude des viols est plus accentuée le long de l'ancienne ligne de front avec une pointe observée au Kabinda.

174. En effet, une enquête menée par l'ONG Young Women Christian Association (YMCA/RDC) révèle que sur 43.345 femmes recensées dans 11 des 22 quartiers de la cité de Kabinda, 945 ont subi des viols de la part des

belligérants. Dans ce lot, plus de 683 personnes violées sont de femmes de 3 à 86 ans, soit de 50 à 86 ans et 160 ont été répudiées de leur foyer à la suite du viol ⁽⁴⁸⁾.

111.4.1. Viols attribués à l'ex-Gouvernement.

175. Plusieurs cas de viols ont été enregistrés dans le territoire contrôlé par l'ex-Gouvernement surtout dans les zones rurales et urbano-rurales.

176. Ces viols sont le fait des éléments armés dont certains occupent des positions officielles au sein de l'armée.

Nous pouvons citer les cas exemplatifs suivants : A Kinshasa.

177. Dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 octobre 2002, un groupe de militaires des Forces Armées Congolaises a fait irruption à la résidence de M. Clément Kujinga, habitant la localité de Mpasa situé dans la commune de la N'sele. Après l'avoir dévalisé de tous ses biens et ligoté ses enfants et sa femme, ils ont violé les filles Mujinga Aimée, âgée de 15 ans et Solange Mujinga, âgée de 18 ans. Ils finiront par tirer deux balles qui ont atteint M. Clément Mujinga Thilomba qui a finalement trouvé la mort le mercredi 15 octobre à l'hôpital.

178. Le 30 septembre 2002, Madame Futa, habitant Mpasa I, est violée sur la route en provenance de N'sele, non loin du camp de formation de Kibomango. Avant d'être relâchée, elle a été contrainte de verser deux gobelets pleins de maïs au commandant des FAC de Kibomango.

179. Mlle Yamba Kafuti Chouchouna, âgée de 23 ans, célibataire, mère d'une fillette de vingt mois, engagée à titre de domestique depuis le 04 mars 2002 a été soupçonnée d'avoir volé deux pagnes super wax de sa patronne, tantine Caro.

180. Lundi 25 mars 2002 vers 8 heures, au moment où Mile Yamba Kafuti Chouchouna commençait le travail, elle subit un interrogatoire sommaire de la part de tantine Caro au sujet de la perte de ses deux pagnes.

La domestique répondit qu'elle n'en savait rien. Dans la même journée vers 12 heures, une dame appelée Isabelle, grande soeur de Tantine revint à la charge en interrogeant la domestique sur le même sujet.

181. Cette dernière répondit également par la négative et tantine Caro piqua une vive colère à l'instant. Dans son irritation, Caro se mit à proférer des menaces et brandit une arme de guerre garnie d'une baïonnette qu'elle détacha et poignarda subitement la domestique sous le menton.

182. Passant à vitesse supérieure, tantine Caro multiplia les menaces de mort en arguant qu'elle était épouse d'un major, fille du Ministre et ordonna aux deux militaires commis à la sécurité de la résidence de faire de Mlle Yamba Kafuti Chouchouna ce qu'ils voudraient. La victime se vit immédiatement ligoter les deux bras par derrière à l'aide d'un fil électrique. Ses deux jambes étaient aussi liées au moyen d'un pagne.

La bastonnade par cordelettes et ceintures militaires ainsi que les coups de bottes pleuvaient sur elle. Le fer à repasser électrique branché sur le secteur était

appliqué sur le bras et la cuisse gauche grièvement brûlés. Les doigts de deux mains étaient pincés à l'aide de fragments de bambous placés entre les doigts et ensuite aux oreilles.

183. A l'issue de cette série des actes de torture infligée à Mlle Yamba Kafuti Chouchouna de 12 heures à 18 heures, les deux militaires de garde aspergèrent de l'eau sur la victime étendue au sol avec ses liens et plaies ensanglantées. Mardi 26 mars 2002, vers 1 heure du matin, un des gardes, M. Alexis délia les bras et les jambes de la victime avant de la violer. Selon la victime, tantine Caro a donné l'ordre qu'elle soit exécutée vers 2 heures du matin sans autre forme de procès.

111.4.2. Viols attribués au RCD-Goma alors mouvement rebelle.

184. Dans le territoire sous contrôle du RCD-Goma, le viol est devenu un fléau au point de provoquer un exode rural surtout dans la zone rurale de Shabunda.

185. Au viol s'ajoute l'enlèvement des femmes et des jeunes filles pour servir d'esclaves sexuels.

Nous pouvons épingler les cas suivants : a) A Kisangani.

186. Human Right Watch rapporte que les soldats du RCD ont violé des femmes au cours de leurs représailles contre la population civile de Kisangani lors de la répression de la mutinerie du 14 mai 2002.

187. « Vers 13h00 le 14 mai, sept soldats ont ordonné à une mère de deux enfants, âgée de 22 ans et à cinq autres femmes de les aider à transporter des biens qu'ils avaient volés dans des maisons du quartier jusqu'à l'aéroport voisin de Simi-Simi. Une fois là-bas, l'officier - qui parlait kinyarwanda avec un soldat et swahili avec les autres - a dit aux soldats : « *Répartissez-vous /es femmes, couchez avec elles et après, tuez-les* ». Voici le récit de l'une d'elles :

188. a Quand ils nous ont séparées, le commandant n'a pas voulu de femme mais tous les autres en ont pris une... Une des femmes a réussi à s'enfuir. Ensuite, les cinq (autres) avons été violées. Ils nous ont violées dans la brousse. Le soldat qui était avec moi était violent parce que je ne voulais pas (me laisser faire).

189. Alors quand le soldat avec lequel j'étais, a fini, il a dit à son ami (dont la victime désignée avait fui) de venir prendre sa place. J'ai commencé à pleurer.

190. Le second soldat a pris pitié d'elle quand il a compris qu'elle avait un petit bébé et lui a dit de fuir en vitesse sous peine d'être tuée. Cette victime ignore ce qui s'est passé avec les autres femmes ».

191. Dans un autre cas, cinq soldats ont arrêté une jeune maman de vingt ans près du marché central de Mangobo, vers 16h00 le 15 mai et lui ont ordonné de transporter le butin de leur pillage jusqu'à l'aéroport de Simi-Simi. Voici le récit de la victime :

192 « Nous sommes arrivés à l'aéroport de Simi-Simi vers 19h00. Ils me disaient qu'ils allaient me tuer. A l'aéroport, le Rwandais qui commandait, a donné ordre aux soldats congolais de me tuer. L'un des soldats congolais m'a pris à part et m'a dit «

Ma soeur, je ne veux pas te tuer, si tu couches avec moi, je te sauverai... ». Plusieurs soldats qui se trouvaient encore dans la maison l'ont emmenée dans une chambre et l'ont violée. Un témoin a rapporté que la fille, qui avait dix-sept ou dix-huit ans, venait juste de commencer l'université. Il a raconté : « Je les ai vus l'emmener dans la maison, plus tard elle m'a dit qu'elle avait été violée ».

193. Les viols à l'aéroport se sont produits à proximité des casernements militaires où les officiers avaient installé leur poste de commandement, ce qui laisse penser que les violeurs ne craignaient aucun châtement de la part de leurs supérieurs s'ils s'étaient fait prendre.

b) A Kamanyola.

194. Messieurs Mugaruka, Basubil Wabulakombe et Thomas Kongoturu, tous policiers au service du RCD basés au Sous-commissariat de Busumo à Kamanyola, ont violé en date du 13 et 14 mars 2003 Mesdames Régine Hategekimana, 50 ans, et M'rudunge, 22 ans, respectivement épouse de sieurs Moshi Bagula et Birindwa Henri, résidants à Busumo, Kamanyola, dans la Plaine de la Ruzizi.

Ces actes odieux se sont passés au cachot de Busumo, à Kamanyola où, ces victimes étaient arrêtées au motif qu'elles auraient acheté un pagne qui était volé aux militaires du RCD en poste à Kamanyola.

195. Le 23 janvier 2002, Madame Amina, épouse d'un pasteur de l'Eglise protestante, a été violée par un policier nommé Bulambo Kimwanga Vincent Cette scène s'est passée dans une église de Kihungu dans le groupement de Kamanyola, en territoire de Walungu au Sud-Kivu. L'auteur de cet acte s'est enrôlé dans le bataillon "Aigle" de Forces d'autodéfense populaire (FAP) pour se mettre à l'abri des poursuites.

c) A Bukavu.

196. Mercredi 09 mai 2001, deux jeunes filles nommées respectivement Sifa Chibalonza, âgée de 22 ans domiciliée au n° 32 sur l'avenue Kibombo dans le quartier Ndendere à la commune d'Ibanda et Safi Bisimwa, élève en spéciale à l'école technique Anonciata située dans l'enceinte de la Cathédrale de Bukavu, ont été arrêtées et ont subi des traitements inhumains et dégradants de la part de policiers Safari, Kadali, Kamalebo, Ganywamulume... au cachot de la Police d'Intervention Rapide (PIR) situé sur l'avenue Industrielle à la commune de Kadutu à Bukavu. Ces derniers ont prétexté que les tenues vestimentaires des précitées (les pantalons Jeans) constituaient un outrage à la pudeur publique.

d) A Kiliba.

197. Le Mercredi 28 août 2002 dans la localité du secteur 7 plus au Sud à 7 km vers le marais de Nyangara (Sucrerie de Kiliba) les militaires du RCD basés à Kilomoni en patrouille, ont pris de force les femmes ci-dessous. Après avoir été battu, elles ont été victimes de viol.

198 Il s'agit de :

- Madame Dorosera Jacqueline, 40 ans, rwandaise (veuve, mère de 2 enfants);
- Madame Suzanne Mwabuhendwa, 42 ans, mère de 5 enfants;
- Madame Mwa Chisayula Mujijima, 55 ans, veuve;
- Madame Nakipimo Mbarati, 51 ans;
- Madame Masiasi Julienne, 44 ans veuve et mère de 7 enfants.

111.4.3. Viols attribués au MLC alors mouvement rebelle.

199. Les éléments du MLC auraient commis des violences sexuelles notamment le viol dans leur campagne pour la conquête des territoires occupés par le RCD/ML en octobre - décembre 2002.

200. Ces viols visaient une catégorie de femmes d'origine Nande et des femmes pygmées.

Des récits suivants ont été rapportés :

a) En Ituri.

201. K Un jour, début novembre (2002), on était sur la route près de Mambasa quand on est tombé sur trois soldats qui semblaient être du MLC.. Certains portaient des treillis et d'autres avaient juste des tenues vertes. Certains avaient des bérets verts. Ils nous ont tout pris y compris notre bicyclette et nos chèvres et puis, ils ont pris notre nièce qui n'avait que quinze ans et ils l'ont violée devant nous. Ils nous parlaient en lingala et ils ont emmenée avec eux. On ne l'a pas revue depuis. Son nom est Marie Anzoyo et elle est logo. Je sais que d'autres filles ont aussi été prises, notamment une fille qui s'appelle Thérèse et une autre, Véro »⁽⁴⁹⁾.

b) Au Nord-Equateur.

202. Dans un communiqué rendu public en janvier 2004 par l'ONG « Univers d'Espoir », il est fait état des viols des femmes commis par les éléments du MLC dans le district du Nord Ubangi :

- le 04 mai 2003 : viol des 8 femmes dont trois mineurs au village Kolongo situé à plus au moins 66 kms de Gbadolite par l'Armée de Libération du Congo.
- Le 05 décembre 2003: viol de la fille Gracia Kongba âgée de 5 ans par un sergent chef de l'Armée de Libération du Congo (ALC), âgé de 24 ans répondant au nom de Goy Mondeli.

III.4.4. Viols attribués aux Mai-Mai

a) A Beni.

203. Dans la nuit du 28 au 29 septembre 2002, le Commandant Maï-Maï du village Mangongo 1er, à 13 km de Beni au Nord-Kivu, avait ordonné l'arrestation de Madame Masika Lokima. Cette dame a été détenue pendant plus de quatre jours à Mangina. Pendant sa détention, elle subissait des violences sexuelles de la part des Maï-Maï qui assuraient la garde du cachot.

b) A Shabunda.

204. ((Je m'appelle Séraphine. J'ai 36 ans. Je viens de la ville de Shabunda. Un jour, voilà un an, alors que j'étais partie dans les champs chercher à manger pour ma famille, des miliciens Mai-Maï m'ont emmenée dans la forêt avec d'autres femmes. ils nous ont gardées pendant un mois, ils venaient nous violer chaque fois qu'ils le voulaient. Ensuite, ils allaient faire leur business et puis ils revenaient nous prendre de force. Les viols se déroulaient en public, devant tout le monde.
205. Il est arrivé que je sois violée dix fois dans la même journée. Certains nous frappaient, ils nous avaient pris nos habits, car ils pensaient qu'en étant nues, nous n'oserions pas nous échapper. Nous avons subi de nombreuses blessures corporelles. Certaines, comme moi, ont eu des problèmes de vessie. D'autres avaient des blessures vaginales ou dans l'utérus. J'ai entendu dire qu'après les viols des hommes leur tiraient dans le vagin avec leur fusil. Je sais aussi que d'autres femmes qui ont refusé d'être violées ont été tuées à coups de machette.
206. Finalement, au bout d'un mois, nous sommes parvenues à nous échapper. Les Mai-Maï nous ont envoyées dans un village pour aller chercher à manger. Même si nous étions pratiquement nues, avec seulement une culotte, on en a profité pour demander de l'aide. Des médecins nous ont emmenées à Bukavu pour nous traiter et nous donner à manger.
207. J'avais perdu beaucoup de poids et j'étais toujours très nerveuse. Maintenant, je me sens mieux. Mon mari sait ce qui s'est passé. Il m'a consolée, il dit que ce n'était pas ma faute. Mais, je ne sais pas si je dois avoir peur de retourner à Shabunda. Les hommes qui m'ont violée ont le contrôle de la zone. Je ne crois pas qu'ils seront punis. ils ont des armes, ils ont des munitions »⁽⁵⁰⁾).

111.4.5. Viols attribués aux groupes armés étrangers.

a) A Bukavu.

208. *«Je m'appelle Charlotte. J'ai 20 ans. Je vis dans le quartier de Bagira, dans /es collines, juste en dehors de Bukavu. Les Interhamwe (milices hutu rwandaises extrémistes) vivent dans les collines de face sont venus attaquer plusieurs maisons début octobre. Quand ils sont entrés chez moi, ils m'ont tout de suite vue. ils m'ont déshabillée de force. Sous la menace de couteaux, ils m'ont couchée par terre et un homme m'a violée. Un autre s'apprêtait à me prendre de force aussi.*
209. *Mais, quelqu'un fait sonner la cloche l'église pour alerter les voisins. Alors /es Interhamwe ont décidé de partir. ils ont pris tous nos vêtements et m'ont forcée à les porter pour eux. J'ai passé une nuit dans la colline. Là, les militaires ont commencé à se disputer pour moi, et le commandant m'a dit de partir, car je provoquais la confusion. Maintenant, je dors plus chez moi, car ils ont menacé de revenir »*⁽⁵¹⁾.

b) A Katana.

210. Dans la nuit du 08 au 09 avril 2001, Mesdemoiselles Naminani M'Munganga,

âgée de 18 ans et Salomé M'Rutana, âgée de 19 ans, habitant le groupement d'Irhambi-Katana, localité de Kabamba, territoire de Kabare, ont été violées par des hommes identifiables aux Interahamwe.

c) A Baraka.

211. En date du 14 avril 2001 vers 6h00' du matin à Kalundja, à 6 kilomètres au Nord de Baraka-centre, collectivité de Mutambala en territoire de Fizi, 7 éléments de FDD ont pénétré dans une maison, dans laquelle ils ont trouvé une femme enceinte et son mari. Ils ont, delà, bandé les yeux de l'époux par un mouchoir de tête et tous ont violé la femme en présence de son mari. Dans la même nuit, les mêmes assaillants sont allés violer une fille de 12 ans répondant au nom de Washingo Stéphanie.

111.4.6. Viols attribués aux groupes non identifiés.

a) A Kashasha.

212. En date du 28 mai 2001, Mademoiselle Pendeki Lushombo, fille de Mr. Lushombo Ruminika, habitant le village Kashasha dans le groupement Mudaka en territoire de Kabare, a été menacée de viol par six hommes armés qui ont envahi le domicile familial. Suite à sa résistance, ces hommes irrités l'ont cruellement torturée puis mutilée. Ses bourreaux ont commencé par lui couper les seins, ensuite lui ont coupé des organes génitaux puis lui ont fendu la tête. Les agresseurs ont enfin emporté dans un sac en plastique les organes ainsi coupés et les matières cervicales de leur victime.

b) A Nyabibwe.

213. Dans la nuit du 06 au 07 octobre 2001, à Nyabibwe dans le territoire de Kalehe, deux filles dont Mademoiselle Chance Mudege, âgée de 14 ans et Mademoiselle Maombi Mudege âgée de 12 ans ont été appréhendées par des hommes en armes en provenance de Haut-plateaux et conduites vers une destination inconnue. Deux semaines plus tard, Chance est revenue après avoir été violée, mais sa petite soeur Maombi est restée en otage.

111.4.7. Viols attribués aux combattants Lendu et associés.

A Nyakunde.

214. Le viol a fréquemment fait partie des massacres généraux et des autres formes de violence, ciblant un groupe ethnique donné, qui se sont produits en Ituri. A Nyakunde, un témoin a raconté comment elle avait été violée par des combattants ngiti :

215. « La nuit où ils sont venus pour chercher les Hema et les ennemis, j'ai été prise avec deux autres femmes qui étaient étudiantes. Quand, ils sont venus vers nous, ils ont dit qu'ils avaient auparavant dit à ceux qui n'étaient pas des ennemis qu'ils devaient quitter Nyakunde. Donc comme j'étais restée, je devais être une ennemie et je devais être torturée. Ils ont attaché mes mains, m'ont fait sortir de la

pièce et ont commencé à me battre. Ils m'ont frappée de façon répétée sur la tête et sur le dos.

216. A environ 4 heures du matin, ils nous ont fait marcher vers la concession des infirmières. Ils nous ont fait entrer dans la première maison et ont continué à nous frapper. Il y avait environ neuf combattants, quatre avaient des armes, les autres avaient des machettes, des lances et des haches. Ils nous ont fait déshabiller, puis, ils nous ont violées. Deux hommes m'ont violée, trois hommes ont violé chacune de deux autres filles. Ça a duré environ une heure et demi. Je connaissais les hommes qui m'ont violée. C'était des gens de Nyakunde. L'un d'eux m'a dit qu'il m'aimait bien avant mais que mes parents ne voulaient pas qu'il m'épouse. Il a dit qu'il pouvait me faire tout ce qu'il voulait et que je n'avais rien à dire. Il a même dit qu'il pouvait me tuer s'il voulait.

217. Quand le viol a été fini, ils ont dit que je pouvais remettre mes vêtements et que je devais aller voir mon fils, il n'a que douze ans. Le père de mon fils était Lendu donc il est Lendu même si je suis considérée comme hema. Ils ont commencé à m'accompagner à l'hôpital puis ils ont disparu et j'ai pris la fuite. Les deux autres filles ont été emmenées dans une autre maison mais je ne sais pas ce qui leur est arrivé. J'ai cherché mon garçon partout cette nuit-là mais je ne l'ai pas trouvé. J'ai entendu dire qu'ils l'avaient emmené pour transporter leurs biens à Songolo. C'est beaucoup plus tard seulement qu'un ami m'a dit qu'il était mort.

218. *Je suis maintenant enceinte de cinq mois de l'homme qui m'a violée. Je ne sais pas quoi faire. Je n'ai pas d'avenir» (52).*

111.4.8. Viols attribués aux combattants de l'UPC.

A Rwankole.

219. Dans un autre cas, ce sont les combattants hema de l'UPC qui ont violé deux jeunes femmes lendu. Un témoin a raconté :

220. En juillet 2002, deux jeunes femmes lendu ont été enlevées et violées par les miliciens UPC. Elles se rendaient au marché depuis Rwankole avec le mari de l'une d'elles quand des membres de l'UPC ont identifié les femmes comme étant lendu. Ils ont emmené les deux femmes et le jeune mari dans un bâtiment tout proche. Ils les ont mis dans une pièce et ils les ont battus. Ils ont tué le mari avec des machettes et ont violé les femmes. Plusieurs soldats les ont violées. Elles sont restées là-bas pendant treize jours presque sans nourriture. Un soldat leur donnait de temps en temps de l'eau. Pendant tout le temps, elles étaient nues et ont été violées plusieurs fois. Elles ont vu le mari enterré dans la concession.

IV. CONSEQUENCES DES VIOLS SUR LES FEMMES⁽⁵³⁾.

221. De nombreuses enquêtes que nous avons menées, lors de la rédaction de nos rapports antérieurs, auprès des femmes et des filles, victimes des violences sexuelles, nous ont données une indication sur les conséquences graves de ces actes en fonction de la personnalité de la victime, de la nature du viol (collectif ou individuel, violent ou non), des circonstances ayant entouré l'acte (menaces de mort, en public, devant les proches-mari, enfants, parents...).

IV.1. Au plan social et relationnel.

222. Il est observé des comportements pathologiques suivants : - La tendance à l'isolement ;

- L'absence d'une volonté propre ;
- La dépendance à l'alcool ;
- L'inhibition en société ;
- Le comportement désinhibé en société ;
- Les difficultés relationnelles ;
- La peur des hommes ;
- L'attachement marqué à une personne.

IV.2. Au plan psychosomatique et physique.

223. Les faits suivants peuvent être observés chez certains sujets :

- La grande fatigue ;
- Les maux de tête fréquents ;
- Le malaise et la sensation d'étouffement ;
- Les douleurs abdominales ;
- Les démangeaisons ;
- Les trous de mémoire ;
- Les cauchemars ;
- Les insomnies ;
- Les affections répétées des organes génitaux ;
- Les troubles de menstruation ou hormonaux ;
- Les pertes vaginales ;
- Les blessures ;
- Les handicaps ou l'incapacité physique totale ou partielle, permanente ou temporaire ;
- La mort.

IV.3. Au plan psychologique et comportemental.

224. Les comportements paranormaux ci-après peuvent être relevés :

- La nervosité/anxiété ;
- La dissociation entre le corps et l'esprit ;
- La fuite dans l'imaginaire
- L'automutilation ;

- Les idées suicidaires ;
- Les tentatives de suicide
- Les sautes d'humeur ;
- Le refus de l'intimité émotionnelle ;
- Le refus de l'intimité physique ;
- L'agressivité ;
- La colère ;
- L'angoisse ;
- La difficulté d'expression
- La mentalité de victime (victimisation)
- Le comportement de soumission ;
- Le découragement, le désarroi ;
- La déréalité émotionnelle (être coupée de ses émotions) ;
- Le rapport hypnotique à la personne abuseuse.

IV.4. Au plan psychique.

225. Il y a lieu de relever ce qui suit :

- Le dédoublement de la personnalité ;
- La forme d'autisme ;
- Le repli sur soi ;
- Les idées délirantes ;
- L'audition des voix ;
- L'hystérie ; - La phobie ;
- La dépression ;
- Le rêve éveillé ou images à l'état de veille ;
- La perception des voix.

IV.5. Au plan émotionnel et personnel.

226. Les victimes peuvent afficher :

- Le sentiment de gêne ;
- Le sentiment de culpabilité ;
- La rage ;
- Le sentiment d'être abîmée ;
- Le sentiment d'être pervertie ;
- Le sentiment fréquent d'insécurité ;
- La méfiance envers autrui ;
- La tristesse ;
- Le sentiment d'être sale ;
- Le sentiment de honte ;
- La peur ;
- Le désarroi social ;
- Le sentiment d'être isolé.

IV.6. Au plan sexuel et médical.

227. Les faits constatés sont :

- La frigidité ;
- Le sentiment d'être un objet sexuel ;

- La contamination au VIH/SIDA et aux autres MST (Maladies Sexuellement Transmissibles) ;
- Les grossesses non désirées ;
- L'avortement provoqué.

IV.7. Au plan social.

228. Les victimes souffrent de stigmatisation entraînant :

- Le déshonneur ;
- La répudiation du foyer conjugal ;
- La mise à l'index ;
- La fuite vers une autre localité ;
- La vie de réclusion.

229. Ces conséquences nécessitent non seulement une démarche thérapeutique suivie pour rétablir la victime dans son statut social et dans sa santé mentale, psychique et physique, mais aussi une approche répressive en vue de satisfaire à son besoin essentiel de justice.

V. MECANISMES JURIDIQUES DE PROTECTION ET DE REPRESSION AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL.

230. Il est donc important que nous puissions examiner comment sortir la femme de ce cercle vicieux en la réhabilitant pour en faire un partenaire pour la paix durable en RDC ⁽⁵⁴⁾

231. Au-delà des aspects médicaux, psychosociaux et prophylactiques, cette réhabilitation passe, l'avions nous dit, par la satisfaction de besoin de justice des femmes victimes notamment la punition des auteurs des violences sexuelles et autres à caractère sexiste par les règles de droit national et international comme crimes graves aux Conventions de Genève.

V.1. Les normes juridiques nationales et internationales de protection des femmes durant les conflits armés.

232. Selon les Conventions de Genève de 1949, la guerre de 1998 en RDC est un conflit armé international qui s'entremêle avec plusieurs conflits internes.

233. De ce fait plusieurs textes nationaux et internationaux protègent les femmes en tant que faisant partie de la population civile dans les conflits armés à caractère international (Conventions de Genève de 1949, le Protocole I additionnel de 1977 et le droit international humanitaire coutumier) et ceux à caractère interne (Conventions de Genève de 1949 et le Protocole II additionnel aux conventions de Genève et au droit coutumier applicable aux conflits internationaux).

234. Des textes plus spécifiques protègent les femmes et les jeunes filles particulièrement contre les violences commises dans le cadre des conflits armés ⁽⁵⁵⁾

V. 1. 1. Exécutions sommaires et massacres des civils.

a) Charte internationale relative aux droits de l'homme.

235. Les différents instruments relatifs aux droits de l'homme reconnaissent le droit à la vie inhérent à la personne humaine et proscrivent les exécutions arbitraires (art. 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 4 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, art. 6 de la Convention relative aux droits de l'enfant et art. 5 de la Charte africaine des droits et du bien être de l'enfant africain).

b) Droit international humanitaire.

236. Les Conventions de Genève de 1949 et le protocole additionnel II, après avoir disposé que les civils doivent être protégés et traités avec humanité, interdisent à la fois les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle et les exécutions arbitraires de civils (art. 3 commun des Conventions de Genève et art. 4 du protocole additionnel II).

237. Le protocole II dispose en son art. 13 que tous les civils jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant des opérations militaires. Les civils ne doivent pas être l'objet d'attaques ni faire l'objet de menaces, de violence dont le but est de répandre la terreur parmi la population civile.

c) Statut de la CPI ⁽⁵⁶⁾.

238. Le Statut de la CPI définit en tant que crime contre l'humanité [à l'art. 7 § 1 a) et b)] et en tant que crime de guerre [à l'art. 8, § 2, c) i)], tous les types de meurtres systématiques ou généralisés et l'extermination des civils.

d) Constitution de la transition de la RDC ⁽⁵⁷⁾.

L'art. 15 de la Constitution dispose que « *toute personne a droit à la vie et à l'intégrité physique* ».

239. Il ajoute que nul ne peut être privé de la vie ou de la liberté qu'en vertu d'une loi.

e) Code pénal militaire congolais ⁽⁵⁸⁾.

241. L'article 169 du code pénal militaire définit en tant que crime contre l'humanité le meurtre contre la population civile perpétré dans le cadre d'une attaque généralisée.

242. Le meurtre est constitutif de crime de guerre lorsqu'il n'est pas justifié par les lois et coutumes de la guerre (art. 173).

V. 1.2. Tortures, mutilations, viols, sévices sexuels.

a) Charte internationale relative aux droits de l'homme.

243. La torture et les traitements inhumains ou dégradants, y compris les sévices sexuels sont interdits aux termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 5), du Pacte relatif aux droits civils et politiques (art. 7), de la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 19, 34, 37 et 38), de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (art. 5) et de la Charte africaine du droit et du bien-être de l'enfant africain (art. 27).

b) Droit international humanitaire.

244. Les Conventions de Genève de 1949 et le Protocole additionnel II (art. 3 et art. 4, respectivement) interdisent les traitements cruels et dégradants, la torture, les traitements humiliants et dégradant et le viol.

c) Statut de la CPI.

245. Le Statut de la CPI définit en tant que crime contre l'humanité (à l'art. 7 § 1 g)] et en tant que crime de guerre (à l'art. 8, § 2, b) i) et ii), toute torture systématique ou généralisée, le viol et toute autre forme de violence sexuelle exercée contre des civils.

d) Constitution de la transition de la RDC⁽⁵⁹⁾.

246. L'art. 15, alinéa 3 de la Constitution dispose que « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des traitements inhumains, cruels ou dégradant* ».

e) Code pénal militaire congolais.

247. Les tortures ou autres traitements inhumains y compris les expériences biologiques, les mutilations physiques et les prélèvements des organes constituent des crimes contre l'humanité (art. 166, 1, 2 et 9).

248. La torture, le viol et les autres violences sexuelles sont réprimés par l'article 166, 6 et 7 comme des crimes contre l'humanité pour autant qu'ils sont commis en temps de paix ou en temps de guerre dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre la population civile. Les articles 61 et 32 du code pénal congolais punit les pratiques barbares sur les morts en l'occurrence la mutilation des cadavres et l'anthropophagie.

Ces infractions aux lois de la République commises pendant la guerre et qui ne sont pas justifiées par les lois et coutumes de la guerre constituent des crimes de guerre (art. 173 code pénal militaire).

V. 1.3. Arrestations ou détentions arbitraires et enlèvements.

a) Charte internationale relative aux droits de l'homme.

249. Les arrestations arbitraires et détentions prolongées sont interdites par la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 3 et 9) ; le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 9) ; la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 37 et 38) et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (art. 6).

b) Droit international humanitaire.

250. Les Conventions de Genève de 1949 et le Protocole additionnel II (art. 3 et art. 4, respectivement) interdisent la prise d'otages et les arrestations arbitraires.

c) Statut de la CPI.

251. Le Statut de la CPI définit en tant que crime contre l'humanité [à l'art. 7 § 2 a)] et en tant que crime de guerre [à l'art. 8, al. c)], toute privation systématique ou généralisée de la liberté en violation des chartes fondamentales du droit international.

d) Constitution de la transition de la RDC.

252. La constitution à son article 19, alinéa 1er garantit à chaque citoyen l'inviolabilité de sa liberté individuelle.

253. En cas de privation de sa liberté, il lui est reconnu le droit d'introduire un recours devant un tribunal sur la légalité de la détention (art. 21). L'alinéa 2 de cet article ajoute qu'une « *personne victime d'une arrestation ou d'une détention illégale a droit à une juste et équitable réparation du préjudice qui lui a été causé* ».

e) Code pénal militaire congolais.

254. L'art 165, al 1er définit les crimes contre l'humanité comme étant des « *violations graves du droit international humanitaire commises contre toutes populations civiles avant ou pendant la guerre* ».

255. Il en est ainsi de toute privation systématique ou généralisée de la liberté en violations des chartes fondamentales du droit international, de la prise d'otages...

V.1.4. Travaux forcés, recrutements forcés des filles mineures dans les forces ou groupes armés, esclavage sexuel.

a) Charte internationale relative aux droits de l'homme.

256. L'esclavage et la servitude sous toutes leurs formes, y compris les travaux forcés, sont strictement interdits par les conventions internationales relatives aux droits de l'homme (art. 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et art. 83 a) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques).

257. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes stipule, b l'article 6 que les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour supprimer sous toutes leurs formes, le trafic des femmes et l'exploitation de la prostitution des femmes.

258. L'article 32 de la convention relative aux droits de l'enfant stipule que « *Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social* ».

259. Le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant interdit l'enrôlement et/ou l'utilisation de personnes âgées de moins de 18 ans dans les conflits armés.

260. Les articles 1er, 2 et 4 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés, font obligation aux Etats parties et aux groupes armés de prendre les mesures nécessaires pour « *empêcher l'enrôlement, l'utilisation et la participation directe dans les hostilités* »

261. L'article 15 de la Charte africaine des droits et du bien être de l'enfant, tout enfant doit être protégé contre toutes les formes d'exploitation économique et n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de nuire à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

b) Droit international humanitaire.

262. Le Protocole additionnel II (art. 4, §2 f) interdit l'esclavage sous toutes ses formes et prévoit une protection spéciale pour les enfants qui, entre autres (art. 4, §3 c) ne doivent pas être recrutés dans les forces ou les groupes armés ni autorisés à prendre part aux hostilités.

c) Statut de la CPI.

263. Le Statut de la CPI définit en tant que crime contre l'humanité [à l'art. 7 g)] et en tant que crime de guerre [à l'art. 8, § 2 b) xxii et xxvi], l'esclavage sexuel commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque ou d'un plan ou d'une politique ou lorsqu'ils font partie d'une série de crimes analogues commis sur une grande échelle et le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants

de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités.

d) Convention n° 182 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants du 17 juin 1999⁽⁶⁰⁾.

264. L'article 1er oblige tout Etat partie à la Convention de « *prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et ce, en toute urgence* ».

265. Parmi les pires formes de travail à éradiquer l'article 3 a) cite « *toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans les conflits armés* ».

e) Constitution de la transition de la RDC.

266. La constitution à son article 18, alinéa 2 stipule que « *nul ne peut être tenu en esclavage, en servitude ou dans une condition analogue* » .

267. L'alinéa 3 de cet article ajoute que « *nul ne peut être astreint à un travail forcé ou obligatoire...* ».

f) Code pénal militaire congolais.

268. L'article 169, 3 code pénal militaire définit en tant que crime contre l'humanité la réduction en esclavage commis en temps de paix ou en temps de guerre perpétrée dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre la population civile.

V. 1.5. Séparation des familles.

a) Charte internationale relative aux droits de l'homme.

269. Les différents instruments relatifs aux droits de l'homme reconnaissent le droit de l'enfant de ne pas être séparé de ses parents sauf pour la protection de son bien-être (art. 9 § 1 de la Convention relative aux droits de l'enfant et art. 18 et 19 de la Charte africaine des droits et du bien être de l'enfant africain).

b) Droit international humanitaire.

270. Le Protocole additionnel II (art. 4, §3 b) stipule que les enfants doivent recevoir un traitement et une assistance adéquats durant les conflits armés, et que toutes les mesures appropriées doivent être prises pour faciliter le regroupement des familles et que les enfants de moins de quinze ans ne doivent pas être recrutés dans les forces armées.

c) Statut de la CPI.

271. Le Statut de la CPI définit en tant que crime de génocide (à l'art. 6 e) le transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe et en tant que crime de guerre [(à l'art. 8, § 2 b) *le transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire... »*].

V.2. Mécanismes de lutte contre l'impunité des crimes de violence sexuelle.

272. Lors des conflits armés, les femmes sont victimes de plusieurs sortes de violences utilisées généralement comme armes de guerre.

V.2. 1. Définitions des crimes de violence sexuelle.

273. Les violences sexuelles peuvent revêtir multiples formes « *actes ou pratiques comme le viol, l'attentat à la pudeur, l'esclavage sexuel, le mariage forcé, la grossesse et /a maternité forcée et les mutilations sexuelles* »⁽⁶¹⁾. Le statut de Rome ajoute la prostitution forcée, la stérilisation forcée et la réduction en esclavage y compris la traite d'êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.

275. Ces violences constituent des infractions graves aux conventions de Genève et sont considérées soit comme des actes de torture par le droit international coutumier, soit comme des crimes de guerre ou crimes contre l'humanité par le Statut de Rome et le Code pénal militaire congolais, soit comme des actes de génocide.

276. Le « viol » est tout acte de pénétration physique de nature sexuelle commis sur la personne d'autrui sous l'empire de la coercition. La violence sexuelle y compris le viol ne se limite pas à la pénétration physique du corps humain et peut comporter des actes qui n'impliquent ni pénétration, ni même contact physique.

277. Le jugement Akayesu était le premier jugement international donnant cette définition du viol en tant que crime contre l'humanité. Il a estimé en outre que le viol et la violence sexuelle constituent un acte de génocide quand ils sont commis dans le but de détruire un groupe ethnique, racial, national ou religieux.

278. La CPI définit le viol comme étant « la pénétration d'une partie du corps de la victime ou de l'auteur du viol par un organe sexuel, ou de l'anus et du vagin de la victime par un objet ou toute partie du corps.

L'acte doit être commis par la force ou en usant de menaces de violence ou de coercition, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant du fait qu'une personne est incapable de donner librement son libre consentement »⁽⁶²⁾.

279. Cette approche est la plus réaliste car elle englobe tous les aspects du viol. Ainsi, le Statut de Rome, par ses articles 8, §2,b), xxii et 8, §2,e), vi, est le 1^{er} traité à contenir une si longue liste de crimes de violence sexuelle⁽⁶³⁾.

280. Il y a lieu de déplorer que les cas où le crime de violence sexuelle est

aggravé par la contamination volontaire ou non par le virus du VIH/sida n'ont pas encore été abordés au niveau du droit international et même au niveau du droit positif congolais interne⁽⁶⁴⁾

281. L'esclavage sexuel existe lorsque des femmes et des fillettes sont la propriété d'une ou de plusieurs personnes et obligées à se soumettre à des rapports sexuels avec leur(s) propriétaire(s)⁽⁶⁵⁾

282. Le Statut de Rome définit la « *réduction en esclavage* » comme étant le fait d'exercer sur une personne l'un quelconque ou l'ensemble des pouvoirs liés au droit de propriété, y compris dans le cadre de la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants [(art. 7, §2, c)].

283. Pour le Statut, la « *grossesse forcée* » est la détention illégale d'une femme mise enceinte de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international [(art. 7, §2, f)].

284. « *La stérilisation forcée* » est le fait de priver une ou plusieurs personnes de leur capacité biologique de se reproduire en posant des actes qui ne sont pas justifiés par un traitement médical ou hospitalier ni effectué avec le libre consentement de ces personnes.

285. Ainsi, le fait d'obliger des femmes à subir une hystérectomie constitue de la stérilisation par des moyens directs.

285. En vue de lutter contre l'impunité, le droit international attache à ces crimes graves certaines exceptions pour rendre évidente leur répression en dépit du temps écoulé entre la commission des faits et les poursuites engagées (prescription), de la personnalité de leur auteur (immunités), du lieu de la commission de ces crimes (territorialité).

286. Ces mécanismes constituent des garanties suffisantes pour les victimes que les crimes commis à leur encontre ne resteront jamais impunis et que leurs auteurs seront tôt ou tard poursuivis par la justice ⁽⁸⁶⁾.

V.2.2. Mécanismes pour lutter contre l'impunité des crimes de violence sexuelle.

a) Règle d'imprescriptibilité.

287. L'article 29 du Statut de Rome prévoit que les crimes de la compétence de la CPI sont imprescriptibles ⁽⁸⁷⁾.

288. L'article 10 du code pénal militaire congolais dispose que « *l'action publique est imprescriptible dans les cas suivants : ...crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre* ».

289. Ce mécanisme signifie qu'il sera toujours possible d'engager des poursuites judiciaires contre les auteurs de ces crimes, même après un laps de temps très long. Les poursuites ne pourront pas être limitées dans le temps et

pourront être entreprises même si les faits sont restés impunis pendant de nombreuses années. En d'autres termes, la prescription ne peut être invoquée comme motif du refus d'arrêter et de remettre une personne à la demande de la CPI ou des tribunaux nationaux compétents.

290. L'imprescriptibilité est dictée par le souci de poursuivre les crimes dont le jugement immédiat est très difficile. La nature de ces crimes exige la cessation de la situation de guerre ou le changement des autorités politiques du pays pour qu'une action en justice soit pratiquement possible.

291. Dans le cadre du Statut de Rome cette règle de droit est atténuée par l'article 11 qui limite la portée de la compétence temporelle (*ratione temporis*) de la CPI aux crimes commis après son entrée en vigueur soit le 1^{er} juillet 2002.

292. Les crimes de violence sexuelle commis en RDC pendant les différents conflits armés de 1996 au 30 juin 2002 ne sont pas de la compétence de la CPI.

293. Il en est de même du code pénal militaire promulgué par la Loi n° 024/2002 du 18 novembre 2002 et qui est entrée en vigueur le 25 mars 2003 par Décret n° 033 du 18 mars 2003.

294. Ainsi pour les crimes commis avant ces 2 dates, il y a lieu de préconiser la mise en place d'un tribunal pénal international pour la RDC dont la compétence matérielle pourra englober les crimes de violence sexuelle utilisée comme arme de guerre et la compétence temporelle pourra remonter depuis le 30 juin 1960 et aux guerres de 1996 et de 1998⁽⁸⁸⁾.

b) Règle du défaut de pertinence de la qualité officielle.

295. L'article 27 du statut de Rome confère à la CPI la compétence sur toutes les personnes indépendamment de leur qualité officielle. Il stipule que les immunités contre les poursuites et autres règles procédurales spéciales attachées à la qualité officielle d'une personne n'empêcheront pas la CPI d'exercer sa compétence.

296. Aussi, les amnisties et les immunités nationales ne peuvent être invoquées comme motif de refus d'accéder à une demande d'arrestation et de remise d'une personne à la CPI.

297. Elles ne suffisent pas à empêcher que des poursuites soient intentées au niveau international contre ces personnes coupables des crimes internationaux les plus graves. Les dirigeants d'un pays tels que les chefs d'Etat et de gouvernement, les membres du gouvernement, les parlementaires, les représentants élus ou les hauts fonctionnaires ne pourront jamais tirer argument de leurs fonctions ou de leur statut pour échapper à leur responsabilité pénale ou pour demander le bénéfice des circonstances atténuantes durant leur procès.

298. L'article 163 du Code pénal militaire institue cette règle en disant que : «

L'immunité attachée à la qualité officielle ne l'exonère pas des poursuites pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité ».

299. Ainsi, lorsqu'il s'agit éventuellement d'engager des poursuites judiciaires à l'endroit du Chef de l'Etat, des Vice-Présidents, des membres du gouvernement, des députés ou des sénateurs du chef des crimes internationaux, les privilèges de juridiction et les immunités des poursuites énoncées par les articles 141 à 145 de la Constitution sont inopérants.

300. D'autre part, l'article 28 du Statut de Rome établit la responsabilité pénale des chefs militaires et des supérieurs hiérarchiques pour les crimes commis par des forces ou des personnes sous leur commandement et leur contrôle ou sous leur autorité s'ils savaient ou auraient dû savoir que des crimes étaient commis ou étaient sur le point d'être commis et ont omis de prendre des mesures raisonnables pour les prévenir ou empêcher leur perpétration ⁽⁶⁹⁾.

301. L'article 175 du code pénal militaire pose le principe de la responsabilité pénale des supérieurs hiérarchiques en ces termes : « *Lorsqu'un subordonné est poursuivi comme auteur principal d'un crime de guerre et que ses supérieurs hiérarchiques ne peuvent être recherchés comme auteurs, ils sont considérés comme complices dans la mesure où ils ont toléré les agissements de leur subordonné* ».

302. Dans ce contexte, le subordonné ne peut pas invoquer l'ordre hiérarchique (d'un gouvernement, d'un supérieur militaire ou civil) ou de la loi pour s'exonérer de sa responsabilité pénale individuelle dans la commission d'un crime international. L'article 33 in fine du Statut de Rome stipule que « *l'ordre de commettre un génocide ou un crime contre l'humanité est manifestement illégal* » quelles qu'en soient les circonstances.

Le subordonné a donc le devoir de désobéissance aux ordres injustes.

c) Règle de la compétence universelle (Juridiction universelle)

303. Françoise Bouchet-Saulnier dit que « *la compétence universelle permet de poursuivre un individu présumé coupable d'une violation grave du droit³⁰⁹ humanitaire devant n'importe quel tribunal de n'importe quel pays* ».

304. Ce principe, applicable aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité, au génocide et aux tortures sur base des Conventions de Genève et de la convention contre la torture de 1984, veut tout simplement dire qu'un « *Etat est compétent pour juger des personnes pour certains crimes internationaux peu³¹⁰ importe les lieux où ces crimes ont été commis et indépendamment de la nationalité de l'auteur du crime ou des victimes. Cette autorité découle du principe que chaque Etat a intérêt à soumettre à la justice les auteurs de crimes particuliers de nature internationale* »⁽⁷⁰⁾.

305. Généralement pour être effectif au niveau des tribunaux nationaux, le principe de la compétence universelle doit être incorporé dans la législation nationale de l'Etat concerné.

306. D'autre part, dans la plupart des pays, la présence du criminel sur le territoire est exigée pour déclencher la compétence des tribunaux.

307. Il faut noter que ce principe vient d'être mis à mal par la récente position de la Belgique considérée jusqu'alors comme modèle dans l'application de la compétence universelle.

308. En RDC, le législateur semble avoir posé le principe de la compétence universelle à l'article 100 du Code judiciaire militaire en affirmant que « *les juridictions militaires sont compétentes à l'égard de quiconque s'est rendu auteur, co-auteur ou complice des faits de leur compétence commis à l'étranger* ».

309. Ce principe permet aux victimes de contourner les obstacles - de fait ou de droit - érigés au niveau interne pour les empêcher de faire entendre leurs causes et d'obtenir justice.

d) Règle de l'inopposabilité de l'amnistie générale (").

310. L'amnistie est un acte du pouvoir prescrivant l'oubli officiel d'une ou plusieurs catégories d'infractions et annulant leurs conséquences pénales. Il s'agit des mesures de clémence destinées à favoriser la réconciliation nationale et le retour à la paix.

311. En RDC, deux textes d'amnistie ont déjà été pris depuis la guerre de 1998. Il s'agit du Décret-loi n° 017/2000 du 19 février 2000 portant amnistie générale et du Décret-loi n° 03-001 du 15 avril 2003 portant amnistie pour faits de guerre, infractions politiques et d'opinion.

312. Ce dernier texte exclut de l'amnistie les crimes internationaux de la compétence de la CPI.

313. En effet, compte tenu des crimes graves commis par certains éléments des troupes belligérantes vis-à-vis des populations civiles non-armées, toutes mesures visant à en soustraire les auteurs de la rigueur de la loi risquent de constituer un précédent fâcheux pour la paix et la stabilité en RDC et dans les pays limitrophes car ces mesures viseraient à institutionnaliser et même à pérenniser l'impunité.

314. Le statut de la Cour Pénale Internationale a fixé la compétence de la Cour face à l'amnistie générale.

315. En effet, dans les cas d'amnisties décidées, avant toute condamnation, pour des crimes relevant de sa compétence, la Cour pourrait plus facilement, en application du principe de complémentarité - et sous réserve qu'elle estime réunis les critères requis, prendre le relais d'une juridiction nationale.

316. Cette disposition pourrait cependant, dans certains cas, poser problème dans le cadre de processus de réconciliation nationale engagé par de jeunes et fragiles démocraties. Elle résulte certes d'un principe fort : la gravité, la cruauté, l'inhumanité de certains crimes n'autorisent pas que ceux-ci fassent l'objet de l'oubli. Ils imposent au contraire que justice soit faite, quel que soit le temps écoulé depuis leur commission ou le territoire sur lequel ils ont été perpétrés. En fait c'est le refus de l'impunité qui se trouve ici affirmé, quand bien même un Etat

partie, dans le cadre d'une démarche politique indépendante, et pour de mauvaises raisons, en déciderait autrement.

317. Cependant, toutes les amnisties ne relèvent pas nécessairement de mauvaises raisons.

318. Plusieurs pays ont tenté, et certains y sont parvenus, de passer d'un régime de dictature, de violences politiques et d'absence de libertés fondamentales à une démocratie, en concluant une sorte de pacte préalable, prévoyant de ne pas poursuivre les responsables de la dictature, en échange de leur retrait politique et de la mise en place, dans les meilleurs délais, d'un Etat de droit. Vécue et acceptée dans un premier temps comme la seule voie possible pour remettre un pays sur la voie de la démocratie, cette démarche ne saurait à l'évidence conduire à l'oubli des souffrances endurées.

319. Pour le professeur Mario Bettati de l'Université de Paris II : « *il ne peut y avoir de réconciliation nationale durable sans justice* », (⁷²) celle-ci étant la voie obligée pour établir, aux yeux de tous, la vérité sur une période douloureuse de l'histoire du pays et sur ceux qui en ont été les instigateurs. Et Human Right d'ajouter que *a La paix et la justice devraient être considérées comme des objectifs complémentaires, non pas contradictoires* (⁷³).

320. En RDC, l'Accord global et inclusif sur la transition du 17 décembre 2002 prévoit en son point III, principes de la transition 8 que « *afin de réaliser la réconciliation nationale, l'amnistie sera accordée pour les faits de guerre, les infractions politiques et d'opinion, à l'exception des crimes de guerre, des crimes de génocide et des crimes contre l'humanité* ».

321. Pour rendre ce principe irrévocable, les négociateurs au dialogue intercongolais ont prévu de l'inclure dans la Constitution de la Transition (article 199).

Aussi en attendant l'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi d'amnistie, le Président de la République a signé le Décret-loi n° 03-001 du 15 avril 2003 portant Amnistie pour faits de guerre, infractions politiques et d'opinion (⁷⁴).

322. Le principe ainsi posé, il convient de s'interroger sur le contenu des crimes couverts par l'amnistie générale et le rôle à jouer par la commission « vérité et réconciliation ».

323. La ^{2^{ème}} interrogation fait l'objet d'un traitement spécifique supra aux § 377 à 390 infra. Quant au contenu des crimes couverts, il y a lieu de faire observer que si les « infractions politiques et d'opinion » ne sont pas ambiguës, le concept « faits de guerre » peut faire l'objet de plusieurs interprétations soit dans le sens de son extension, soit dans le sens de sa restriction. Ce qui promet des débats houleux au niveau de l'Assemblée Nationale.

324. Le Prof. Nyabirungu Mwene Songa définit les faits de guerre comme étant « des actes posés dans le cadre de la rébellion, des actes inhérents à la lutte autorisés par les lois et usages de la guerre. Lorsqu'il y a guerre, rébellion ou insurrection, il est évident que les belligérants blessent ou tuent les adversaires, détruisent ou dégradent des propriétés publiques ou privées dans le cadre de l'attaque ou de la défense, qu'ils entrent dans des maisons sans le consentement

de leurs occupants, violant ainsi des domiciles, et qu'ils pillent les arsenaux et les boutiques pratiquant ainsi des vols caractérisés. Cependant, dans tout conflit..., il existe des limites à ne pas franchir : le droit des parties au conflit de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité... Tant qu'ils (combattants) demeurent dans les limites fixées par les lois et les usages de guerre, il s'agit des faits de guerre, constitutifs des infractions pénales, mais qui peuvent bénéficier de l'amnistie dans le cadre de l'apaisement général recherché »⁽⁷⁵⁾.

325. Ainsi les crimes de violence sexuelle commis par les belligérants lors des attaques ou des opérations militaires ne peuvent jamais être considérés comme des faits de guerre. Il s'agit bien selon les cas des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou de crimes de génocide.

e) Principe de complémentarité de la CPI.

326. Selon ce principe, les juridictions nationales sont tenues de poursuivre les crimes internationaux à titre principal ; la CPI ne peut intervenir que lorsque les Etats « *omettent d'agir afin d'empêcher qu'une personne accusée d'avoir commis un génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité n'échappe à la justice* »⁽⁷⁶⁾.

327. Ainsi, l'article 17 précise que la CPI ne peut intervenir que si l'Etat qui devrait normalement exercer sa compétence sur l'affaire est incapable ou n'est pas disposé à le faire. Il en sera ainsi si l'Etat exerçant sa compétence n'a pas la volonté ou est dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites ou si la volonté de ne pas poursuivre a résulté de son manque de volonté ou de son incapacité à poursuivre.

328. L'incapacité à poursuivre résulte du fait que l'Etat *est incapable, en raison de l'effondrement de la totalité ou d'une partie substantielle de son appareil judiciaire ou de l'indisponibilité de celui-ci, de se saisir de l'accusé, de réunir les éléments de preuve et les témoignages nécessaires ou de mener autrement à bien la procédure* (article 17 alinéa 3) ⁽⁷⁷⁾.

329. La RDC se trouve actuellement dans cette situation qui la met dans l'incapacité d'exercer des poursuites tant en raison de l'état de délabrement de son appareil judiciaire, de son manque de volonté de poursuivre les auteurs présumés des crimes de violence sexuelle, de l'absence de loi de mise en oeuvre nationale que du fait de son incapacité de se saisir de certains responsables des institutions publiques présumés coupables des crimes internationaux du fait de l'amnistie générale.

330. Il en est de même des militaires étrangers présumés coupables rapatriés dans leur pays à la suite des accords de Pretoria et Luanda qui risquent de bénéficier d'un régime d'impunité ⁽⁷⁸⁾.

331. La situation de la RDC relève d'un dilemme kafkaïen dans la mesure où coexistent deux réalités ambivalentes : Faut-il privilégier la justice au détriment du processus de paix ? où faut-il privilégier la paix au détriment de la justice ?

332. La doctrine est partagée sur la question. Certains auteurs pensent que le report des poursuites seraient le meilleur moyen d'oeuvrer en faveur de la paix, d'autres par contre estiment que des poursuites doivent être engagées contre les

auteurs présumés de ces crimes quelle que soit leur position au sein des institutions de la transition pour lutter efficacement contre la culture de l'impunité.

333. Cette dernière position est partagée par la plupart des organismes internationaux dont le Conseil de Sécurité et la Commission des droits de l'homme ainsi que la Rapporteuse spéciale des droits de l'homme en RDC ⁽⁷⁹⁾.

334. Mais au niveau du Gouvernement d'union nationale, il s'observe une certaine inaction quant à la nécessité d'engager des poursuites contre les présumés auteurs des crimes internationaux.

335. On comprend ainsi la réponse du Chef de l'Etat congolais lorsque le Journal le Monde lui pose cette question « *Parmi vos ministres, certains ont été mis en accusation par les tribunaux internationaux...* » ; et le Chef de l'Etat congolais de répondre « *C'est une question de priorité. Pour nous, il fallait réunifier le pays, en recoller les morceaux. Pour cela il y a un prix à payer. Mais, je, viens à l'impunité. L'Assemblée nationale va être saisie d'un projet de loi consacrant l'amnistie mais uniquement pour les faits de guerre. Les génocides et les autres crimes contre l'humanité ne seront pas couverts. Leurs responsables seront traduits en justice tôt ou tard, quelle que soit leur position dans le Gouvernement* », ⁽⁸⁰⁾

V.3. Recours contre les crimes de violence sexuelle.

336. Il existe plusieurs possibilités de recours individuels devant les instances judiciaires ou non tant au niveau national qu'international.

V.3. 1. Recours non judiciaires.

337. Sur le plan national, il existe des institutions chargées de traiter des plaintes individuelles des personnes victimes des actes de violations des droits de l'homme.

Il s'agit du ministère de droits humains dont le rôle est notamment d'examiner « *des cas flagrants de violation des droits humains par des mécanismes propres tel que la médiation en matière des droits de l'homme et la Commission de contrôle, sans se substituer aux Cours et tribunaux, ni aux procédures administratives prévues par la loi* » ⁽⁸¹⁾.

338. L'Observatoire national des droits de l'homme, une des institutions citoyennes de la transition chargée notamment de garantir la jouissance par les citoyens de tous les droits, de veiller à leur strict respect et de lutter contre leurs violations ainsi que de créer une commission pour la protection de la femme et de l'enfant chargée de dénoncer toutes les formes de violences spécifiques à l'égard de la femme...

339. La loi organique fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement de cette institution qui devait être adoptée dans les 30 jours suivant leur installation par l'assemblée nationale et le sénat n'est pas encore finalisée⁽⁸²⁾.

340. Actuellement le rôle de ces institutions est fort limité dans l'examen des recours individuels.

341. Sur le plan international, plusieurs conventions disposent d'un organe de contrôle qui peut être saisi le cas échéant par des individus. Ces mécanismes appelés «commissions» ou « comités » de nature plus diplomatique que judiciaire sont chargés de déterminer l'existence d'une violation plutôt que de la prévenir ou de la sanctionner.

342. Ainsi, les victimes des crimes de violences sexuelles ou des ONG peuvent saisir ces comités par voie des « communications » ou « pétitions » Cette procédure est prévue de façon facultative devant le Comité contre la torture et le comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Elle est obligatoire devant le Comité des droits de l'homme et la Commission africaine des droits de l'homme.

343. Ces mécanismes sont conçus dans le cas des violations commises par un Etat ou par un officiel qui engage la responsabilité de l'Etat. Leur efficacité reste limitée et les recours restent soumises à de multiples conditions de recevabilité.

344. Le mécanisme le plus direct reste le rapporteur spécial qui reçoit des informations transmises par des ONG.

345. Pour les crimes de violences sexuelles commis en RDC, les informations peuvent être transmises :

- au Rapporteur spécial sur les droits de l'homme en RDC,
- aux Rapporteurs thématiques sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, sur la violence contre les femmes, ses causes et conséquences.

V.3.2. Recours judiciaires.

a) Au niveau national.

346. Les crimes de violences sexuelles commis dans le cadre des conflits armés par des militaires, des membres des anciennes forces armées, des fractions rebelles, des bandes insurrectionnelles ou des milices armées sont poursuivis par les juridictions militaires suivant les prescrits du Code judiciaire militaire.

347. Il est à noter que les tribunaux militaires restent compétents pour les crimes commis par des civils pendant la guerre, dans une zone opérationnelle, sous l'état de siège ou d'urgence. Il en est ainsi des provinces du Nord - Kivu, Sud- Kivu, Katanga (Nord), Maniema, Province Orientale et Equateur (Nord) dont l'état de siège décrété en 1999 n'a jamais été levé⁽⁸³⁾.

348. L'article 77 du Code de justice militaire admet la possibilité pour la partie lésée d'introduire devant les juridictions militaires l'action en réparation du dommage causé par une infraction en se constituant partie civile en même temps et devant le même juge que l'action publique.

b) Au niveau international.

349. L'individu ne jouit pas de la personnalité juridique pouvant lui permettre de saisir directement une instance internationale.

350. Ainsi, les victimes des crimes de violences sexuelles ne pourront pas directement porter plainte devant la CPI. Les victimes, les témoins et les ONG ont la possibilité de soumettre des informations au procureur qui a, sous certaines conditions, le pouvoir d'ouvrir lui-même une enquête.

351. Les victimes pourront être représentées lors du procès et obtenir des réparations. Comme nous le verrons plus tard, elles bénéficient d'une protection spéciale.

352. Les victimes des crimes de violences sexuelles peuvent aussi porter plainte devant les tribunaux nationaux en vertu de la règle de compétence universelle pour autant que l'Etat concerné ait mis sa législation en conformité avec cette obligation internationale prise dans le cadre des 4 conventions de Genève de 1949 et de la Convention contre la torture.

c) Mécanisme spécial virtuel.

i) Tribunal Pénal International pour la RDC.

353. Le DIC a prévu que le Gouvernement de la Transition introduise une requête auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies en vue de solliciter la création d'un tribunal pénal international dont la compétence matérielle s'étend aux crimes de génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et autres violations massives des droits de l'homme.

354. Cette juridiction exercera sa compétence temporelle sur les crimes internationaux commis depuis le 30 juin 1960 et ceux commis pendant les deux guerres de 1996 et 1998.

355. Ce mécanisme constitue le meilleur moyen de lutter contre l'impunité des crimes commis dans les conflits armés en RDC avant l'entrée en vigueur de la CPI car sa compétence temporelle étant en principe rétroactive.

356. Des questions se posent cependant en ce qui concerne sa capacité à se saisir des criminels ressortissants des pays étrangers ayant participé aux hostilités en RDC si aucun mécanisme de coopération judiciaire n'est prévu dans ce cadre,

ii) Cour Africaine des droits de l'homme et des peuples.

357. Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif à la création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples est entré en vigueur à la suite de sa ratification par un 15^{ème} Etat, le 26 décembre 2003.

358. Une fois mise sur pied, la Cour examinera les affaires de violation des droits humains qui lui sont renvoyées par la Commission africaine des droits de l'homme

et des peuples, par les États parties au Protocole et, si l'État partie intéressé accepte cette compétence, par des particuliers et des organisations non gouvernementales (ONG). A la différence de la Commission africaine, la Cour africaine est habilitée à rendre des décisions obligatoires et exécutoires concernant les affaires qui lui sont soumises.

359. Les victimes d'atteintes aux droits humains ou leurs représentants pourraient ainsi avoir recours à une institution robuste, à même de tenir les États parties pour responsables de leurs obligations au titre de la Charte africaine et du Protocole ⁽⁸⁴⁾.

360. Mais, jusqu'à présent des 16 Etats signataires, seul le Burkina Faso a accepté que des particuliers et des ONG puissent introduire des recours individuels auprès de cette Cour.

361. La RDC a ratifié le Protocole le 28 mars 2001 par Décret-loi n° 008/01⁽⁸⁵⁾. Il est donc important que des actions de lobbying soient menées pour que l'Etat congolais puisse accepter la compétence de la cour à recevoir et examiner les recours des particuliers victimes des crimes de violences sexuelles et des ONG.

V.4. Questions spécifiques.

V.4. 1. Protection des victimes et des témoins.

362. La CPI, contrairement aux tribunaux internationaux ad hoc existants, reconnaît aux victimes le droit d'être représentées devant la Cour et obtenir des réparations. Elles peuvent se faire représentées par des avocats lorsque leurs intérêts personnels sont concernés. Le Statut de Rome établit des principes applicables aux diverses formes de réparations (la restitution, l'indemnisation ou la réhabilitation) en faveur des victimes ou de leurs ayants droit.

363. Il crée aussi un fonds au profit des victimes et de leurs familles.

364. Des règles spéciales sont prévues par le Statut de Rome pour protéger la sécurité, le bien être physique et psychologique, la dignité et le respect de la vie privée des victimes et des témoins. La Cour peut également décréter le huis clos et le recueil des dépositions par voie électronique.

365. Une division d'aide aux victimes et aux témoins existe pour mettre en oeuvre leur protection.

366. L'Accord sur les privilèges et immunités de la CPI signé le 9 septembre 2002 a défini des dispositions novatrices en vue d'assurer la protection des victimes et des témoins en ses articles 19 et 21.

367. Les témoins et les victimes participant à la procédure sont également protégées et se voient attribuer un document attestant leur qualité en vue de permettre leur comparution devant la Cour.

368. Ils bénéficient de l'immunité d'arrestation et de détention, de saisie de leurs bagages personnels. Ils jouissent de l'immunité absolue de juridiction pour leurs

paroles, écrits et actes posés lors de leur comparution et d'exemption des restrictions à l'immigration ou des formalités d'enregistrement des étrangers.

V.4.2. Administration des preuves et identification des auteurs des crimes de violences sexuelles.

369. La plus grande difficulté que la victime va rencontrer pour obtenir justice est la production de la preuve du crime allégué surtout lorsqu'il a été commis dans une zone rurale depuis un temps relativement long.

370. Les tribunaux pourront exiger des preuves matérielles, des constatations et des analyses médicales (syndrome traumatique de viol ou trouble secondaire au stress traumatique -TSST) et parfois des témoignages.

371. Devant les tribunaux, les victimes de violence sexuelle rencontreront aussi d'autres difficultés pour faire valoir leur accusation du fait non seulement de l'humiliation supplémentaire des actes subis et d'être opposés à leur agresseur dont le témoignage aura le même poids (présomption d'innocence), mais aussi des pressions ou de représailles qu'elles risquent de subir de la part des agresseurs ou de leurs commanditaires généralement en position de force dans la société.

372. Pour sa part, il est recommandé au médecin ou même à tout personnel soignant confronté à un cas de violence sexuelle de devoir établir au profit de la victime un certificat médical authentifiant les constats des lésions dues au caractère forcé ou violent du rapport sexuel.

373. Cette difficulté dans l'administration des preuves combinée à la stigmatisation de la société à l'égard des victimes constituent des faits qui vont sans doute couvrir la plupart des auteurs des crimes de violence sexuelle du sceau de l'impunité mieux d'une "amnistie" sociale de fait.

374. L'autre difficulté pour les victimes vient de l'identification de l'auteur du crime. Dans un conflit armé où s'affrontaient (et dans certaines régions s'affrontent encore) plus de 30 belligérants (armées régulières, mouvements rebelles, groupes armés, milices nationales et étrangères), les femmes qui ont fait l'objet d'actes de violence sexuelle parviennent rarement à donner l'identité de leurs agresseurs ou même des groupes auxquels ils appartiennent.

375. Ainsi, l'attribution de certains crimes à certains belligérants peut constituer des simples pistes de recherche sans pour autant être des présomptions irréfragables de culpabilité des crimes commis par leurs éléments.

376. Cette situation permet aux coupables d'échapper à la justice et « *les encourage, ainsi que d'autres, à continuer à commettre leurs crimes en toute impunité* » (86)

V.4.3. Commission (Vérité et Réconciliation » (justice Réparatrice) ⁽⁸⁷⁾.

377. Le travail de réconciliation choisi, par exemple, par l'Afrique du Sud conduit à réexaminer ce rapport, difficile, entre paix et justice. Une commission spécifique dont l'intitulé même, "*vérité et réconciliation*", démontrait l'ambition de concilier l'inconciliable, est parvenue à obtenir des aveux, des repentirs, à élucider des crimes ou des disparitions, à identifier des responsables d'actes odieux, répondant ainsi à certaines des aspirations essentielles des victimes. Ce faisant, cette démarche s'est inscrite hors de toute procédure judiciaire, *stricto sensu*, une instance *ad hoc* ayant par ailleurs, dans le cadre de cette commission, à traiter des demandes d'amnistie.

378. La Constitution sud-africaine intérimaire de 1993 avait en effet prévu que « *afin de progresser sur la voie de la réconciliation et de la reconstruction, l'amnistie sera accordée pour les actes, les omissions ou les délits liés à des objectifs politiques et commis dans le cadre des conflits passés* ». « *il existe* », précisait également le texte " *un besoin de réconciliation mais non de vengeance, un besoin de réparation mais non de représailles (...)* ". C'est ce document qui a servi de base à la constitution de la Commission vérité et réconciliation, dont le rapport a été rendu public en 1998. Sa commission d'amnistie a proposé d'amnistier - sous certaines conditions- tous les actes illicites commis à des fins politiques entre le 1^{er} mars 1960 et le 10 mai 1994. En décembre 1998, sur 5 111 cas examinés, la commission avait accord, totalement ou partiellement, 240 amnisties.

379. Pour préserver ce type de situation, le statut comporte à (l'article 53, §2c) une disposition qui ouvre au Procureur la faculté de ne pas ouvrir une enquête " parce que poursuivre ne servirait pas les intérêts de la justice compte tenu de toutes les circonstances, y compris la gravité du crime, les intérêts des victimes (...)

380. Cette disposition, qui confie au Procureur une marge d'appréciation, plus politique que judiciaire, de l'opportunité de poursuivre, devra être de nature à ne pas empêcher, à l'avenir, la mise en place de telles démarches de réconciliation qui sont souvent des étapes indispensables vers la démocratisation.

381. Parlant de la commission vérité et réconciliation de l'Afrique du Sud, la Présidente du Tribunal Pénal International pour le Rwanda d'alors, Maître Navanethem Pillay, avocate sud-africaine dit ce qui suit : « On ne peut pas obtenir de paix sans justice. A défaut, le sentiment de vengeance prend le dessus. La commission (vérité et réconciliation) permet aux familles des victimes de savoir ce qu'il est advenu de leurs proches, aux acteurs de s'exprimer. Elle décide ensuite des inculpations nécessaires » ⁽⁸⁸⁾

382. En RDC, l'article 154 de la constitution a créé parmi les institutions d'appui à la démocratie la commission vérité et réconciliation dont la mission est de « consolider l'unité nationale grâce à une véritable réconciliation entre les congolais » (article 155, 3^{ème} tiret).

383. Cette institution a reçu le pouvoir de « amnistier des personnes qui auront accepté de dévoiler complètement, sous menace de parjure, tous les faits qu'ils connaissent et qui se rapportent à des crimes et/ou des violations massives des droits de l'homme dont la motivation première est de nature politique. Une telle

amnistie devra être conforme aux standards internationaux en la matière , et la commission ne pourra pas être habilitée à amnistier des crimes de génocide, ni des crimes contre l'humanité » ⁽⁸⁹⁾

384. Il se dégage ainsi que seuls les crimes politiques peuvent faire l'objet d'une amnistie dans la mesure où leur auteur répond à certaines exigences liées à la coopération dans la recherche de la vérité en vue de la relecture de l'histoire de certains faits douloureux, à la demande sincère de pardon et à l'engagement de ne plus jamais recommencer ⁽⁹⁰⁾.

385. Le crime dont la motivation première est de nature politique s'entend comme celui qui, « *dans l'intention de son auteur comme dans ses effets, porte directement et immédiatement atteinte aux institutions politiques et à l'ordre politique* » ⁽⁹¹⁾.

386. Ainsi entendu, les crimes de violence sexuelle commis dans un objectif politique ne peuvent être considérés comme des crimes politiques, mais plutôt comme des crimes de guerre commis pour répandre la terreur parmi la population civile.

387. Cette Résolution du DIC nous amène à poser quelques interrogations sur :

1 °- le rapport entre le Décret-loi d'amnistie et la commission « Vérité et réconciliation ». Le fait pour le Décret-loi n° 03-001 du 15 avril 2003 d'accorder l'amnistie notamment aux auteurs des infractions politiques - même à titre provisoire, vide de son pouvoir la Commission vérité et réconciliation.

388. L'amnistie ayant pour effet d'éteindre l'action publique, le fait étant considéré comme n'ayant jamais été commis, son bénéfice est acquis en faveur de ses bénéficiaires dès sa promulgation. La Loi d'amnistie à adopter par l'Assemblée nationale conformément à l'article 199 de la Constitution n'aura qu'un effet déclaratif. La commission vérité et réconciliation devient dès lors folklorique si le législateur ne subordonne pas l'octroi effectif de l'amnistie à l'examen au cas par cas devant cette institution.

389. Il est évident que l'amnistie n'a pas pour effet d'effacer les conséquences civiles attachées à l'infraction amnistiée. Dès lors les victimes conservent le droit d'introduire une action en réclamation des dommages et intérêts sur base des articles 258 et 259 du code civil livre III devant les juridictions civiles ⁽⁹²⁾.

Cette réserve du droit des tiers a été reprise dans le Décret-loi n° 017/2000 du 19 février 2000 en son article 3 dans ces termes : « *la présente amnistie générale ne porte pas préjudice aux réparations civiles, aux restitutions et aux autres droits et frais dus aux victimes des faits in fractionnels amnistiés, personnes physiques ou morales du droit public ou privé* ».

2°- l'inclusion des « *violations massives des droits de l'homme dont la motivation première est de nature politique* » comme des crimes couverts par l'amnistie est une grave méprise des chartes internationales de protection de droits de l'homme étant donné que toute violation massive des droits de l'homme commise contre les populations civiles dans le

contexte d'un conflit armé constitue un crime aux Conventions de Genève et aux lois et coutumes de guerre. On ne peut donc pas concevoir des violations massives de droits de l'homme dictées par des motifs politiques couvertes par l'amnistie. Cela reviendrait à aller à l'encontre des standards internationaux en matière d'amnistie.

390. En définitive, la Commission vérité et réconciliation ne peut atteindre ses objectifs que si elle ne reste compétente que pour des crimes politiques stricto sensu et qu'elle a la maîtrise des conditions d'amnistie telles que préconisées par la justice réparatrice à savoir :

- 1 ° Favoriser la pleine participation des parties et le consensus sur ce qui est bien et ce qui est mal pour la société ;
- 2° Guérir ce qui a été blessé (réparation des dommages causés) ;
- 3° Exiger des comptes complets (responsabilisation du coupable) ;
- 4° Réunir ce qui a été divisé (repentance, pardon et réconciliation) ;
- 5° Renforcer la collectivité pour prévenir tout autre préjudice ;
- 6° Instaurer les mécanismes de lutte contre l'impunité.

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.

391. L'évolution de la situation actuelle en RDC par rapport à la lutte contre l'impunité ⁽⁹³⁾ demande aux acteurs sociaux de se mobiliser autour des stratégies de lutte contre l'impunité.

Nous faisons des recommandations suivantes :

392. Au Gouvernement congolais :

- 1 ° De procéder à l'adoption par la RDC de la loi de mise en oeuvre du statut de Rome ainsi que des règles des privilèges et immunités de la CPI ;
- 2° D'entreprendre des réformes institutionnelles de la législation congolaise en rapport avec le statut de Rome ;
- 3° D'initier des poursuites judiciaires contre les présumés coupables des crimes de violences sexuelles quelle que soit leur position actuelle au sein des institutions de la transition.

393. Au Conseil de Sécurité et à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies :

- 1 ° d'envoyer effectivement sur terrain en RDC une mission de la Rapporteuse Spéciale sur la situation des droits de l'homme en RDC et de la Rapporteuse Spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ainsi qu'un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et les atteintes au droit international humanitaire entre 1996 et 1997 et sur tous les crimes perpétrés en RDC depuis 1998 ; étant donné que les conditions de sécurité peuvent être assurées par les éléments de la MONUC compte tenu de leur nouvelle approche opérationnelle (Voir les Résolutions de la Commission 56, 57, 58 et 59^{ème} Sessions).;

2° d'adjoindre à la mission conjointe d'enquête la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et conséquences compte tenu de l'ampleur des crimes de violence sexuelle commis en RDC;

3° de rappeler au Gouvernement la recommandation faite par le Conseil de Sécurité et la Commission des droits de l'homme de ne pas nommer à des postes de responsabilité dans les institutions de la transition des personnes impliquées dans des violations massives des droits de l'homme ;

4° d'exiger au Gouvernement d'introduire la requête au Conseil de Sécurité en vue de l'institutionnalisation d'un tribunal pénal spécial pour la RDC qui sera compétent pour connaître des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commis dans les conflits armés en 1996 et en 1998 à la suite du rapport d'enquête des mécanismes internationaux précités ;

5° d'exiger du gouvernement congolais de respecter les engagements pris au Dialogue intercongolais en intégrant dans son programme de transition les actions nécessaires de lutte contre l'impunité des crimes internationaux ;

6° d'exiger au Rwanda et à l'Ouganda d'exécuter les termes de la Résolution 1316 (2000) adoptée par le Conseil de Sécurité à sa 4189^{ème} séance du 23 août 2000, point 14 relatifs aux « *réparations pour les pertes en vies humaines et les dommages matériels qu'ils ont infligés à la population civile de Kisangani* » lors de leurs affrontements du 5 juin 2000 ;

7° de demander que la conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des grands lacs préconisée par le Conseil de Sécurité puisse arrêter des mécanismes de coopération judiciaire entre les pays qui ont déployé des troupes en RDC dans les conflits armés de 1996 et de 1998. Il s'agit de s'assurer que les éléments des forces armées régulières et des groupes armés étrangers rapatriés dans leur pays et ayant commis des crimes internationaux ne puissent bénéficier de l'impunité.

394. Aux organisations de la société civile :

1 ° de documenter les cas de violences sexuelles faites aux femmes en vue de faciliter les poursuites judiciaires à venir à l'encontre de leurs auteurs ;

2° d'apporter une assistance juridique et judiciaire aux victimes des violences sexuelles ;

3° d'assurer l'encadrement psycho-médico-social aux femmes victimes pour assurer la réintégration de celles-ci au sein de la société.

NOTES

¹ Human Right Watch, *RDC : faire face à l'impunité*, Document d'information, janvier 2004.

² Le Procureur de la CPI a déclaré le 16 juillet 2003 que «...la CPI ne peut déstabiliser le fragile processus de paix de la RDC. Les chefs de guerre dont certains viennent d'être nommés dans le nouveau gouvernement congolais pourraient reprendre les armes s'ils étaient menacés d'arrestation... ». En RDC, une certaine opinion minoritaire préconise « le report des poursuites pour l'intérêt de la paix ».

Christian Hemedi Bayolo, Lutte contre l'impunité: Esquisse des mécanismes de répression des crimes internationaux commis en RDC depuis 1996, *in Congo Afrique*, n° 369-370, novembre-décembre 2002, pp. 569-587.

⁴ Pour plus de détail sur les autres groupes armés nationaux et étrangers opérant dans le territoire congolais, lire Human Right Watch, *Ituri : « couvert de sang », violences ciblées sur certaines ethnies dans le Nord-Est de la RDC*, Vol. 15 ; N° 11. (www.hw.org) (A), juillet 2003 et Lisette Banza Mbombo et Christian Hemedi Bayolo, *La femme dans la tourmente des guerres en RDC*, *Le Mémorial*, 1998-2000, Droits et Démocratie, Montréal, 2002. (www.ichrd.ca, www.monuc.org)

⁵ ARC, *Guerre d'agression et droits de l'homme en RDC*, Editions Arc-en-Ciel, Kinshasa, janvier 1999.

⁶ (ACP n° 532 du 4 mars 2004, P. 8).

Ce rapport est disponible dans le site de la Monuc/Gender Office : www.monuc.org

⁸ Cette partie s'est inspirée largement de l'article de Joseph Nkambidio, une guerre aux conséquences dévastatrices, *in APA*, n° 579, 4 mars 2002, pp. 2-5 .

⁹ Toronto Star, édition électronique, 3 juin 2003. IRC, *Mortality in the Democratic Republic of Congo : Results from a Nationwide Survey*, avril 2003.

¹⁰ Oxfam, Save the Children, Christian Aid, Oxfam, *Aucune perspective en vue, la tragédie humaine du conflit en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, août 2001.

¹¹ Organisation Mondiale de la Santé, *Democratic Republic of Congo Health Update*, juillet 2001, p. 3

¹² Human Right Watch, *La guerre dans la guerre, violence sexuelle contre les femmes et les filles dans l'est du Congo*, juin 2002, p. 44 www.hrw.org

¹³ Il s'agit des données historiques avant la mise en place du Gouvernement de transition, le 30 juin 2003.

¹⁴ Les ex- mouvements rebelles ont toujours justifié leur emprise sur l'exploitation des ressources naturelles par l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka du 10 juillet 1999 qui reconnaissait à chaque belligérant l'autorité sur le territoire sous son contrôle.

¹⁵ Conférence de presse du Ministre Mwenze Kongolo, « sur l'état des lieux de la coopération entre la RDC et ses alliés », Grand Hôtel Kinshasa, 31 mars 2001.

¹⁶ www.obsac.com. Source : PANA, centre Hélios, 1^{er} janvier 2001. " Conférence de presse du ministre Mwenze Kongolo, op. cit.

¹⁸ Rwanda, Ouganda et Burundi. Appelés aussi dans ce rapport « *Forces intruses* ».

¹⁹ Interview accordée par Mme Safiatou au Journal « Le Monde »

²⁰ Lire utilement Colette Braeckman, *Rebelles et parrains se partagent le Congo*, in *le Monde Diplomatique*, Janvier-février 2000, pp. 77 – 80.

Pierre Baracytse, l'enjeu géopolitique des sociétés minières internationales en RDC, décembre 1999, in www.africa2000.com.

Observatoire – Gouvernance Transparence, Guerre en RDC: Des enjeux économiques, intérêts et acteurs, in *Le Potentiel*, n° 2000, pp. 4 – 7.

²¹ Pablo Celi, les défis du désarmement, in *Rapport final du Forum mondial de la société civile*, Genève, 15 juillet 2002. www.worldcivilsociety.org

22 Sénat de Belgique, Session ordinaire 2001-2002, Commission d'enquête parlementaire « Grands lacs », audition de M. Georges Berghezan, Chargé de recherche au Grip pour l'Afrique, 5 juillet 2002. www.senat.be

23 Sénat de Belgique, Session ordinaire 2001-2002, Commission d'Enquête parlementaire Grands Lacs, Auditions du 30 novembre 2001, réunion du matin.

24 Citée in *CICR, Edition spéciale, les femmes et la guerre*, P. 15

25 Human Right Watch, *Ituri : « couvert de sang », violences ciblées sur certaines ethnies dans le Nord-Est de la ROC*, Vol. 15 ; N° 11 (A), juillet 2003, P. 66.

26 Agnès Callamard, *Enquêter sur les violations des droits des femmes dans les conflits armés*, Amnesty International et Droits et Démocratie, Québec, 2001, pp. 9-10.

27. Françoise Bouchet-Saulnier, *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, Editions La découverte & Syros, Paris, 2000, pp. 454-455.

28 L'Intelligent.com du 24/11/2003 article de l'AFP intitulé : « Congo (RDC), Déplacés internes : un des chiffres les plus élevés du monde ». Ce chiffre a été donné par le Secrétaire Général Adjoint de l'ONU chargé des questions humanitaires et coordonnateur des opérations d'urgence, M. Jan Egeland lors de son séjour en RDC.

29 Il est apparu depuis l'an 2002 un phénomène nouveau : la sodomisation publique des hommes pour les humilier encore davantage et les dévaloriser aux yeux de leur famille et de la société.

30 Agnès Callamard, op. cit. pp. 9-10.

31 Dans le Rapport de l'ARC, « *L'Eglise profanée : chronique des violations des droits du clergé pendant la guerre d'agression* », 1998-2000, éditions Concordia, février 2002, p. 66 », nous parlions déjà d'acte de cannibalisme commis à Djombo en Equateur.

32 *Agence Syfia*, Des milices cannibales au Nord-Katanga, avril 2003.

33 Communiqué de presse du CDH n° 01/CDH/2003

34 Communiqué de presse du CDH n° 02/CDH/2003

35 Communiqué de presse/ MONUC n° 03/2003 du 15 janvier 2003

36 Rapporté par l'Agence IRIN.

³⁷ Rapport inédit.

38 Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les massacres en Ituri, 25 juin 2003, § 44.

39 M. Sergio Viera de Mello, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et Représentant Spécial de Kofi Anan en Irak a été tué le 19 août 2003 lors d'un attentat commis contre le QG de l'ONU à Bagdad.

40 Rapport intérimaire de la Rapporteuse Spéciale sur la situation des droits de l'homme en RDC, Octobre 2003.

41 Human Right Watch, op. cit. P. 65.

42 Rapport du Haut Commissariat aux droits de l'homme, op. cit. § 56.

43 Communiqué de presse de la Commission de Vulgarisation des Droits de l'Homme (CVDHO), Lubumbashi, 29 novembre 2002

44 Belhar Mbuyi, Gouvernement et Maï-Maï : une alliance trompeuse

à Ankoro, in le *Potentiel* n° 2691, 02 décembre 2002.

45 Témoignage recueilli par l'Abbé Ngabu Lidja Chrysanthe, in *Afriquespoir*, n° 21 Janvier-Mars 2003, p. 6.

46 *Le Phare*, 10/12/2003, article électronique de Jean-René Bornpolonga.

47 Voici quelques cas de viols commis contre les hommes dans le territoire de Fizi en janvier 2003 et recensés par l'ONG CENADEP.

Items	Noms	Age	Sexe	Localité	Lieu
1	<i>Bologo Mwamba</i>	34 ans	M	Baraka	Forêt
2	Apendeki Nyalumu	11 ans	M	Baraka	Domicile
3	Masika Balibuno	14 ans	M	Baraka	Domicile
4	Eca Walunga	46 ans	M	Mkangi	Forêt
5	Nicolas Alinote	56 ans	M	Mkangi	Forêt
6	Asende Faizi	12 ans	M	Kalundja	Domicile
7	Kamwanya Léon	20 ans	M	Kalundja	Forêt
8	Muke Mandama	60 ans	M	Kalundja	Forêt
9	Lubambo Metho	50 ans	M	Ubwari	Forêt
10	Mweswa Amani	32 ans	M	Mwami Mlenda	Domicile
11	Maombi Bisomwa	Adulte	M	Baraka	Forêt
12	Ibenga Juma	32 ans	M	Mwami Mlenda	Domicile
13	Amazinge Etungano	38 ans	M	Kalundja	Domicile
14	Pascal Kilobanganya	40 ans	M	Kalundja	Forêt
15	Masumbuko Bitondo	40 ans	M	Kalundja	Forêt

16	Tchombe Dunia	48 ans	M	Kalundja	Forêt
----	---------------	--------	---	----------	-------

48 YMCA/AJFC, Rapport des missions effectuées à Kabinda, Kananga et Mbuji Mayi, juillet- août 2003.

49 Human Right Watch, op. cit. p. 66.

50 Paru dans le Journal français Libération 2003.

51 Libération, op. cit.

52 Human Right Watch, *Ituri : « couvert de sang »*, P. 67.

53 Nous remercions Mlle Doris Dillmann auteure-du livre « *Traverser l'abus sexuel ?* DDN Réalisation, Genève, 2001 pour ses conseils et orientations en cette matière lors de nos entretiens à Genève en juillet 2002.

54 Lire utilement Lisette Banza Mbombo et Christian Hemedi Bayolo, Op. cit., p. 32.

55 Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur des massacres en Ituri, §.

56 ARC, *Cour Pénale Internationale, Statut*, Editions Concordia, Kinshasa, juin 2003.

57 Constitution de la Transition, in *Journal Officiel*, 44^{ème} année, Numéro spécial, 5 avril 2003.

58 Loi n° 024/2002 du 18 novembre 2002 portant Code de Justice Militaire, in *Journal Officiel*, 44^{ème} année, Numéro spécial, 20 mars 2003.

59 Constitution de la Transition, in *Journal Officiel*, 44^{ème} année, Numéro spécial, 5 avril 2003.

60 Ratifiée par le Décret-loi n°015/01 du 28 mars 2001, in *Journal Officiel*, 4^{ème} année, Numéro spécial, septembre 2001.

⁶¹ Agnès Callamard, op. Cit. p 126.

62 Agnès Callamard, Idem p. 129.

63 Human Right Watch, *Faire fonctionner la Cour pénale internationale*, Manuel de mise en oeuvre du Statut de Rome, vol. 13, N°4(G)- septembre 2001, p. 38.

64 En RDC, une controverse doctrinale a vu le jour à la faveur des viols commis à grande échelle par les hommes armés en RDC. Pour certains il s'agit de l'empoisonnement entendu comme l'administration d'une substance dangereuse pour donner la mort ; pour d'autres il s'agit d'assassinat. Le débat reste ouvert.

65 Agnès Callamard, op. cit, p. 131.

66 Lisette Banza Hemedi et Irène Essambo Diata, *Violations des droits des femmes : responsabilité pénale nationale et internationale des membres des forces régulières et des groupes armés opérant en RDC*, DSV & VHDH, Kinshasa, mars 2003, p.19.

67 Cette disposition trouve son fondement dans le droit international coutumier et la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (Résolution AG 2391 (XXIII) du 26/11/1968

68 Dialogue Intercongolais, *Résolution en vue de l'institution d'un tribunal pénal international*, 8 avril 2002, Sun City.

69 Human Right Watch, op. cit. pp. 22-23

70 Human right Watch, Idem, pp. 21-22

" Christian Hemedi Bayolo, Lutte contre l'impunité : esquisse des mécanismes de répression des crimes internationaux commis en RDC depuis 1996, in *Congo-Afrique*, XL/16 année-n°369-370, Novembre-Décembre 2002, pp. 569-587

72 Rapport d'information de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat français sur la Cour Pénale Internationale, rendu par

son rapporteur, le sénateur André Dulaut, 8 avril 1999.

73 Human Right Watch, RDC : faire face à l'impunité, op. cit.

74 Journal Officiel, 44^{ème} année, Numéro spécial, 17 avril 2003

75 Nyabirungu Mwene Songa, *L'amnistie présidentielle du 15 avril 2003 face aux exigences du droit pénal international*, Editions

Droit et Société « DES », juin 2003, pp. 20-21

76 Human Right Watch, op. cit., p. 18

77 Lire à ce sujet Human Right Watch, RDC: faire face à l'impunité, op. cit. point IV.

78 Dans une interview accordée au quotidien français « Le Monde », le Chef de l'Etat congolais pose des interrogations à ce sujet :

« *Mais où sont les coupables des massacres, des viols et des pillages dans mon pays ? Ils ont détruit une ville comme Kisangani. ... Mais tous les autres, les « vrais coupables », certains se cachent au Rwanda, en Ouganda... Qui les jugera ? Je le redis : la justice concernant « les génocidaires » doit s'exercer de deux côtés* ». Dans une interview accordée à la presse écrite privée nationale le 22 février 2004, le Chef de l'Etat congolais a affirmé encore ce qui suit : « *...je ferai en sorte qu'en tant que Président de la République le maximum soit fait pour que nous n'ayons ni des criminels, ni des voleurs au sein de nos institutions, de nos entreprises publiques* ». (L'avenir n° 2038 du 23 février 2004). Il demeure évident que cette volonté affichée par le Chef de l'Etat de lutter contre l'impunité reste à être matérialisée sur terrain. L'affaire du Major Joseph Kasongo est l'un des exemples de cette incapacité de poursuivre certaines autorités politico-militaires en justice.

79 Lire à ce sujet *Le rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale des droits de l'homme en RDC* à la 58^{ème} session de l'AG des Nations Unies, A/58/534 du 24 octobre 2003, point E, § 53-62. En Sierra Leone, Condamnés à la peine de mort en 1998, le leader du R.U.F, Foday Sankoh et ses hommes avaient bénéficié du « *pardon présidentiel* » inclus dans l'Accord de paix et de l'amnistie pour les "*crimes commis avant la signature*" de l'Accord de paix. Sous la pression de la communauté internationale, ils feront plupart l'objet des poursuites initiées par le Tribunal pénal spécial pour la Sierra Leone.

80 *Le Monde*, du 3 février 2004

81 Décret n° 03/027 du 16 septembre 2003 fixant les attributions des Ministères, *in Journal Officiel*, 44^{ème} année, numéro spécial, 1^{ère} Partie, 20 septembre 2003, pp. 25-26.

82 Sa composition partisane porte les germes de son inefficacité

83 Lire utilement ARC, *État de siège et droits de l'homme en RDC*, janvier 1999. www.arcasbl.fr.st.

84 Déclaration publique de l'Amnesty International

85 Journal officiel, 42^{ème} année, numéro spécial, septembre 2001, pp 61-73.

86 Human Right Watch, Op. cit., la guerre dans la guerre, P. 18.

87 Lire à ce sujet Christian Hemedi Bayolo, *Lutte contre l'impunité*, op.cit. pp. 569-587.

88 Philippe Tretiack, Carla Del Ponte et Navanthen Pillay, ces femmes qui inventent la justice internationale, *in Elle*, n°1648, pp. 122-126.

89 DIC, Résolution en vue de l'institution d'une commission « vérité et réconciliation », §17.

90 DIC, op. cit , §10.

91 Prof. Nyabirungu, op. cit, pp. 21-22.

92 Prof. Nyabirungu, Idem, p.18.

93 Lire utilement les § 318 et suivants supra.

FORMULAIRE D ENQUETE SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DE FEMMES.

1. Informations générales

Date :

- Numéro du dossier :
- Données compilées par :
- Type de violation (*viol, esclavage sexuel, enlèvement, prostitution forcée, grossesse forcée, mariage forcée, mutilation, assassinat, violences physiques, tortures...*) Principale source d'information :
- Visite sur le site de l'incident :
Non _____ ; *Oui* _____ ; par _____
le _____
- Entrevues de témoins :
Non _____ ; *Oui* _____ ; par _____ ;
le _____

2. Nature de l'incident

- Nombre des victimes :
- Que leur est-il précisément arrivé ? Une personne a-t-elle été :
 - tuée?
 - violée ou victime d'autres formes de violence sexuelle ?
 - victime d'autres
 - formes de torture ?
 - prise en otage ?
 - enlevée,
 - victime d'autres sévices ?
- Y-a-t-il eu des biens :
 - endommagés ?
 - détruits ?
 - volés?
 - confisqués ?

3. Renseignements sur la victime (à consigner pour chacune des victimes)

- Nom (nom de famille, prénom, surnom) :
- Date de naissance ou âge : Sexe :
- Profession/occupation :
- Situation de famille :
- Adresse :
- Nationalité :
- Confession religieuse :
- Appartenance ethnique :
- Autres traits distinctifs :
- Description physique ou photo :

4. Date et lieu de l'incident

- Date, heure et année de l'incident : Province :
- District :
- Ville/village ou ville/village le plus proche :
- Adresse (s'il y a lieu) :

5. Circonstances entourant l'événement :

- Quelle faction armée contrôlait la zone où s'est produit l'incident ?
- Quel est le profil général de la population locale ?
- S'aligne-t-elle sur une faction plutôt que sur une autre ?
- Les violations signalées ont-elles été précédées par des événements précis ?
- Se sont-elles produites pendant des affrontements entre factions armées ?
- Si oui, de quel type d'opérations militaires s'agissait-il ?
- Se sont-elles produites à un moment où les factions négociaient ?

6. Auteurs présumés

- A qui impute-t-on la responsabilité des violations ? Preuves et témoignages à l'appui de ces allégations :

7. Eléments de preuve

- Y a-t-il eu des témoins ? Si oui, indiquez les noms et adresse. Preuves médico-légales. Photos (photos publiées dans un journal par exemple) :
- Autres :

8. Réactions des autorités

- L'une ou l'autre faction armée a-t-elle émis une déclaration ou un communiqué sur l'événement?
Que disait-elle ?
- Ces déclarations ont-elles été suivies de mesures ? Y a-t-il eu promesse d'enquête?
- Y a-t-il eu des arrestations ?
- Avez-vous pu contacter des supérieurs ou représentants des auteurs présumés pour les inciter à réagir ?





Fig. 1. Assassinats des femmes

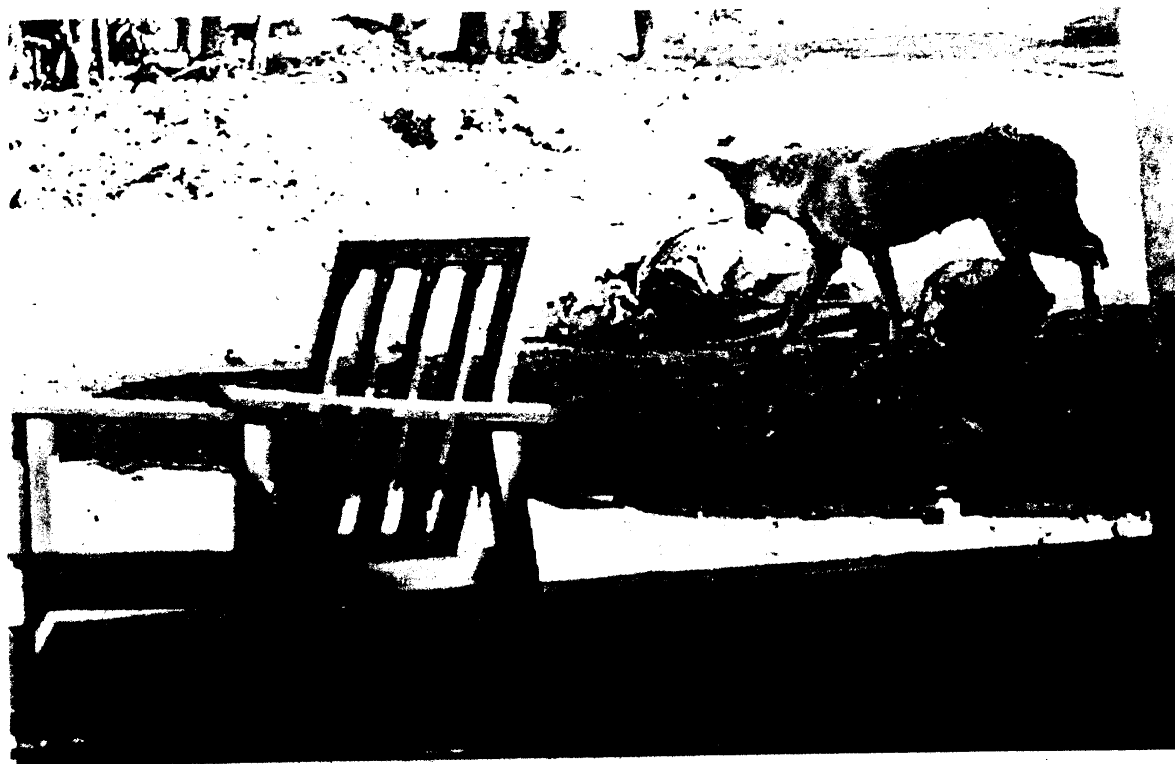


Fig.2. La mort rode dans la cité. A P Photo/Karel Prinsloo



Fig.3. Mutilations ou actes de cannibalisme ?



Fig.4. Les femmes sont témoins des massacres.



Fig. 5. Menaces de viols?



Fig.6. Une femme violée puis mitraillée au niveau des organes génitaux par ses agresseurs.



Fig.7. Toujours plus de femmes parmi les civils massacrés.
Ici des civils lendu massacrés par les Hema dans le territoire de Djugu, 2002.
© Anonyme



Fig.8. Femme victime de mutilation
Une femme Hema allaitant son enfant à l'hôpital. Son bras
a été tailladé avec une machette par une milice lendu

©Anonyme



Fig. 9 Une femme violée puis assassinée



Fig. 10 Une fille brûlée lors d'une attaque de son village

EQUIPE REDACTIONNELLE

**Ce document a été rédigé avec la collaboration d'un secrétariat technique
composé de :**

- Mr Aluta Hubert, ACPD;**
- Mr Tombo Patrick, DSV;**
- Mme Mahamba Françoise, DSV;**
- Mr Malasi Olema, ARC.**

A qui nous exprimons nos remerciements.



L'Association pour la Renaissance au Congo (ARC) est une organisation non gouvernementale et indépendante de promotion et de défense des droits de la personne humaine créée en 1997. Elle a des bureaux de représentation dans les grandes villes de la RDC notamment à Lubumbashi, Kolwezi, Matadi, Kisangani, Goma, Beni, Mbandaka...

Elle axe son action essentiellement sur la promotion de la justice réparatrice en RDC et dans la région de l'Afrique Centrale.

S'agissant de son réseautage, l'ARC est membre du Réseau des ONG des Droits de l'Homme et d'Education Civique d'Inspiration Chrétienne, RODHECIC.

Elle est membre-cofondatrice du Réseau National des ONG des Droits de l'Homme de la RDC, RENADHOC.

Elle assure la coordination en Afrique Centrale du Forum Mondial de la Société Civile.

Elle pilote le Mouvement congolais en faveur de la Cour Pénale Internationale dans le cadre de la Coalition Internationale des ONG pour la CPI.

Sur le plan international, elle travaille en partenariat avec l'International Human Rights Law Group, l'International Foundation for Electoral Systems (IFES), le Service Correctionnel du Canada, le Conseil des Eglises pour la justice et criminologie (Canada), l'International Centre for Human Rights and Democratic Development, African Population Advisory Council (APAC), Amnesty International / Section Belgique Francophone...

Des publications réalisées :

- *L'état de siège et droits de l'homme en RDC*, janvier 1999.
- *La guerre d'agression et droits de l'homme*, éd. Arc-en-ciel, janvier 1999.
- *La dioxine et la santé publique en RDC*, éd. Arc-en-ciel, juin 1999.
- *Les aspects humanitaires de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka*, éd. Arc-en-ciel, août 1999.
- *Les actes des journées de réflexion sur la justice réparatrice en RDC*, éd. Arc-en-ciel, avril 2000.
- *Le clergé et la crise dans la sous-région des grands lacs, état de la question et perspectives de paix*, présenté lors du symposium international de Kinshasa de décembre 2000 sur la crise dans les Etats de la région des Grands Lacs organisé par l'Université de Kinshasa
- *La femme dans la tourmente des guerres en RD CONGO, 1998-2001, Le mémorial*, Editions Droits et Démocratie, Montréal, juin 2002.
- *L'Eglise profanée : chronique des violations des droits du clergé pendant la guerre d'agression, 1998-2000*, Editions Concordia, mars 2002.
- Lutte contre l'impunité : esquisse des mécanismes de répression des crimes internationaux commis en RDC depuis 1996, *in Congo-Afrique*, XLII^{ème} année n° 369-370, Novembre-Décembre 2002, pp. 569-587.
- Cour Pénale Internationale, statuts, éditions Concordia, avril 2003, Kinshasa.

Contacts :

Tél. : +243 99 166 96

E-mail : arc_asbl@yahoo.fr

Site web : arcasbl.fr.st



Dignité de Sans Voix (DSV) est une Organisation de promotion et d'assistance ayant le statut d'établissement d'utilité publique suivant la loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.

Créée en 1999, elle poursuit comme objectifs :

- la promotion des droits des femmes et des jeunes filles ;
- la diffusion des droits des femmes par la formation, l'éducation, la sensibilisation, le lobbying.

DSV est membre co-fondatrice de la Ligue 1325.

Ses partenaires internationaux sont la Fondation Canadienne des Droits de la Personne (Canada), Droits et Démocratie (Canada), Fonds d'Action Urgente pour les droits des Femmes (USA), Human Right Watchs, Centre International pour les Recherches Juridiques (Canada), Paix et Développement (Canada), International Law Group, Fondation International pour les systèmes Electoraux (IFES)...

Depuis 2003, elle mène dans le cadre de la Synergie 1325, la Campagne nationale de consultation de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies concernant "les Femmes, la paix et la sécurité".

Elle a publié trois rapports importants sur les femmes :

- *La femme dans la tourmente des guerres en RDC*, 2002, éditions Droits et Démocratie, Montréal (disponible sur Internet : www.ichrdd.ca) ;
- *Regards de la femme congolaise sur Sun City*, 2002.
- *Violations des droits des femmes : responsabilité pénale nationale et internationale des membres de troupes régulières et des éléments des groupes armés opérant en RDC*, DSV, mars 2003.

Contacts utiles :

Tél. : +243 99 41 531

E-mail : lisahmd@yahoo.fr

26C, Avenue du Commerce

Kinshasa / Gombe